COMMUNE DE PLOUFRAGAN

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DU 13 OCTOBRE 2020**

Convocation du 7 octobre 2020

Compte rendu affiché le 15 octobre 2020

L'an deux mille vingt, le treize octobre, à 19h00, le Conseil Municipal de la commune de PLOUFRAGAN s'est réuni en session ordinaire, à l'hôtel de ville, après convocation légale, sous la présidence de M. Rémy MOULIN, Maire.

PRESENTS : Rémy MOULIN, Bruno BEUZIT, Pascale GALLERNE, Pascal DUBRUNFAUT, Annie LABBE, Anthony DECRETON, Maryse LAURENT, Viviane BOULIN, Patrick COSSON, Annick MOISAN, Gabrielle GOUEDARD, Céline PESTEL, Séverine TRETON, Michel JUHEL, Emmanuel LE NOA, Yann LE GUEDARD, Luc STRIDE, Julie LEMAIRE, Mari COURTAS, Maxime LE CRONC, Marie-Ange LE FLANCHEC, Pierre Jean SALAUN, Pascale LABBE, Pierre-Yves BRUNEL, Romuald LABARRE, Jean-Yves BERNARD, Marie-Hélène DEMOY, Jean-Pierre HAMON et Martial COLLET

ABSENTS : Christine ORAIN-GROVALET (donne pouvoir à Viviane BOULIN)
Xavier BIZOT (donne pouvoir à Patrick COSSON)
Laurence BOULVARD (donne pouvoir à Annick MOISAN)
Claudine PERROT (donne pouvoir à Jean-Yves BERNARD)

SECRETAIRE DE SEANCE : Viviane BOULIN

Membres en exercice : 33

Présents : 29

Votants : 33

PROCES-VERBAUX

2020-80 ADOPTION DU PROCES-VERBAL DU 8 SEPTEMBRE 2020

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, à l'unanimité,

- **ADOPTE** le procès-verbal du 8 septembre 2020.

PERSONNEL COMMUNAL

2020-81 REMBOURSEMENT DE FRAIS DE CARBURANT ET DE PARKING

M. LE MAIRE informe l'assemblée que Nolwenn LE RUDULIER, responsable du service marchés, assurances, affaires juridiques, a dû faire l'avance d'un plein d'essence dans un véhicule de service et de frais de parking alors qu'elle se rendait en formation le 7 septembre dernier.

Le détail des frais engagés est indiqué dans le tableau ci-dessous :

FRAIS	MONTANT
carburant	59,53 €
frais de parking (parking hôtel pour le véhicule)	23,60 €
TOTAL	83,13 €

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**, décide :

- **DE REMBOURSER** à l'agent concerné les frais dont elle a fait l'avance.

CENTRE CULTUREL

2020-82 AVENANT MODIFICATIF N° 2 DE LA CONVENTION D'OBJECTIFS 2016-2018 AVEC LE DEPARTEMENT DES COTES D'ARMOR

Le Département des Côtes d'Armor, dans le cadre du développement de sa politique culturelle, déclare M. DUBRUNFAUT, a pour objectif de mettre en œuvre un schéma départemental relatif à l'enseignement musical et une politique partenariale relative à cet enseignement dans un souci d'aménagement du territoire.

La convention a pour but de permettre à l'école de musique de Ploufragan d'intégrer le dispositif départemental. Ces missions sont traduites en objectifs.

Cette convention a été signée le 1^{er} juin 2016 pour une durée de trois ans et établie en lien avec les critères en vigueur du schéma départemental.

Un prolongement de la convention a été voté par le Conseil Municipal pour l'exercice 2019.

Compte tenu de la situation exceptionnelle de crise sanitaire et de la tenue des élections municipales en 2020, le Département propose de prolonger la convention précitée sur l'exercice 2020 pour permettre la définition d'un nouveau mode de conventionnement entre la ville de Ploufragan et le Conseil Départemental, prenant en compte l'ensemble des activités musique, danse et théâtre mises en œuvre par la ville.

Il est donc proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **APPROUVE** l'avenant n° 2 à la convention d'objectifs passée avec le Conseil Départemental ;

- **AUTORISE** M. LE MAIRE à signer ledit avenant.

COMMERCE LOCAL

2020-83 CREATION D'UN MARCHÉ DE PLEIN AIR NOCTURNE

L'association « Marché nomade » regroupe un collectif de producteurs locaux et de revendeurs indépendants en agriculture bio et/ou locale et d'artisans (miel, huile d'olive, savonnerie, biscuits bio, thés, olives bio, produits maraîchers, fromage, crêpes et galettes, huîtres, vêtements enfant, etc.), déclare Mme BOULIN.

L'association souhaite, avec la collaboration de la ville de Ploufragan, organiser un marché nocturne mensuel afin de valoriser les producteurs locaux et de développer le commerce de proximité. Ce marché contribuera à l'animation de la ville en attirant des personnes venant des communes alentour, en favorisant la découverte et la fréquentation des commerces locaux et constituera un nouveau service pour la population.

Il est envisagé d'implanter le marché nocturne, qui aurait lieu chaque 3^{ème} mardi du mois, de 16h00 à 19h00, sur la place du Centre (un quart environ de la place serait occupé par 8 à 10 étals de 2 à 3 mètres).

Lors de la réunion de la commission Développement local, animations commerciales et artisanales ayant eu lieu en mairie le 29 septembre 2020, les commerçants locaux présents ont donné un accord de principe à la création de ce marché mensuel nocturne. Il en a été de même pour les commerçants ambulants lors de la réunion de la commission paritaire du marché du 9 octobre 2020.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2224-18 du Code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est compétent pour décider de la création d'un marché communal. Une consultation doit être faite auprès des organisations professionnelles intéressées qui disposent d'un délai d'un mois pour émettre leur avis. Les commerçants locaux et les commerçants ambulants ont donc été consultés concernant la création de ce marché nocturne.

VU la loi des 2 et 17 mars 1791 relative à la liberté du commerce et de l'industrie,
VU les articles L. 2212-2 et 2224-18 du Code général des collectivités territoriales,
VU l'avis favorable des commerçants locaux émis lors de la réunion de la commission Développement local, animations commerciales et artisanales le 29 septembre 2020,
VU l'avis favorable des commerçants ambulants émis lors de la réunion de la commission paritaire du marché du 9 octobre 2020,
Considérant que le montant des droits de places et de stationnement fait l'objet d'une délibération distincte,

Après avoir entendu cet exposé et en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **APPROUVE** la création d'un marché communal nocturne chaque 3^{ème} mardi du mois, de 16h00 à 19h00, sur la Place du Centre,

- **DECIDE** l'application du règlement de marché existant, défini par arrêté municipal du 10 octobre 2011 modifié le 13 août 2014,

- **CHARGE** M. Le Maire de prendre toutes mesures utiles pour la mise en place du marché communal nocturne.

FINANCES

2020-84 MISE EN PLACE D'UN MARCHÉ NOCTURNE – CREATION DU TARIF POUR 2020

Suite à la décision de mettre en place un marché nocturne mensuel, il convient de voter un tarif, déclare Mme BOULIN.

Il est proposé d'appliquer un forfait de 30€ mensuel par marché.

Le conseil municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **APPROUVE** le tarif proposé pour le marché nocturne mensuel pour l'année 2020, à savoir **30 € mensuel**

FINANCES

2020-85 ADMISSION EN NON-VALEUR - CREANCES ETEINTES - ANNEE 2020

Mme BOULIN explique que la trésorerie de Saint-Brieuc Banlieue a engagé des poursuites à l'encontre de plusieurs personnes afin de recouvrer des sommes dues ; mais ces démarches n'ont pas abouti (poursuite sans effet, nouvelle adresse inconnue...).

Au 1^{er} janvier 2012, la nomenclature comptable des communes a subdivisé le compte 654 en : 6541 les créances admises en non-valeur et 6542 les créances éteintes.

Le compte 6542 des créances éteintes enregistre les pertes sur créances éteintes dans les cas suivants :

- jugement de clôture de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif dans le cadre d'une procédure collective
- rétablissement personnel sans liquidation judiciaire suite à procédure de surendettement.

Le conseil municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après délibération, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **ACCEPTE** les créances admises en non-valeur (pour un total de 4 295,31 €) et les créances éteintes (pour un total de 1 233,02 €) comme indiquées ci-dessous :

BUDGET COMMUNE

Restauration	
PV de carence	
PV perquisition & demande de renseignement négative	1 721,75
NPAI & demande de renseignement négative	17,55
Dossier de succession vacante négatif	47,74
RAR inférieur seuil poursuite	53,88
Combinaison infructueuse d'actes	
sous-total	1 840,92
Centre de Loisirs	
PV perquisition & demande de renseignement négative	1 030,58
Poursuite sans effet	
RAR inférieur seuil poursuite	
sous-total	1 030,58
Accueil périscolaire	
PV perquisition & demande de renseignement négative	1 411,66
NPAI & demande de renseignement négative	12,15
Poursuite sans effet	
Combinaison infructueuse d'actes	
sous-total	1 423,81
TOTAL GENERAL	4 295,31

Créances éteintes 2020	
Restauration scolaire	
Rétablissement personnel	1 233,02
TOTAL GENERAL	1 233,02

URBANISME

2020-86 INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT : AVIS SUR LA DEMANDE D'AUTORISATION D'EXPLOITER UNE UNITE DE METHANISATION ET SUR LE PLAN D'EPANDAGE ASSOCIE PRESENTES PAR LA SARL CENTRALE BIOMETHANE DE SAINT-BRIEUC PLOUFRAGAN

M. le Préfet des Côtes d'Armor a été saisi d'une demande formulée par la « SARL Centrale Biométhane de Saint-Brieuc Ploufragan » (CBSTB) dont le siège social est situé 10, boulevard de la Robiquette à Saint-Grégoire (35761) et qui est représentée par M. Clotaire LEFORT.

La demande porte sur l'exploitation d'une unité de méthanisation et un plan d'épandage associé sur un terrain situé dans la zone industrielle des Châtelets, rue du Boisillon à Ploufragan, d'une superficie totale de 29 000 m².

La « SARL Centrale Biométhane de Saint-Brieuc Ploufragan », créée spécialement pour l'exploitation de l'unité de méthanisation à Ploufragan, est une filiale de la société VOL-V-BIOMASSE, elle-même filiale d'ENGIE BIOGAZ.

La méthanisation consiste en un traitement des matières organiques fermentescibles en l'absence d'oxygène. La méthanisation aboutit ainsi à la production :

- d'une fraction gazeuse valorisable, le biogaz, qui sera injecté après purification dans le réseau de distribution de gaz naturel,
- de digestat, comportant, après déshydratation, une fraction solide et une fraction liquide.

Pour le site de Ploufragan, la centrale réaliserait le traitement de 36 000 tonnes de déchets par an (98,6 tonnes/jour), répartis de la manière suivante :

- effluents d'élevage (15 550 tonnes /an),
- boue et graisses (7 400 tonnes /an),
- déchets végétaux et autres matières végétales (5 100 tonnes /an),
- sous-produits alimentaires non carnés (2 500 tonnes /an),
- et sous-produits animaux de catégorie C3 (5 500 tonnes /an).

Le digestat fait l'objet d'une valorisation agronomique par épandage sur des terres agricoles. Le plan d'épandage joint au dossier montre les terres concernées. Sur Ploufragan, cela représente 281,9 hectares, soit 16 % des parcelles prévues au plan d'épandage.

Le projet relève de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement. Il est soumis à enregistrement (rubrique 2781.2).

Dans ce cadre, une participation du public a été organisée par M. le Préfet des Côtes d'Armor du 7 septembre au 5 octobre 2020. Le dossier d'enregistrement et le plan d'épandage associé ont été mis à disposition du public en Mairie de Ploufragan (commune d'implantation) et sur le site internet de la Préfecture des Côtes d'Armor afin que celui-ci puisse formuler ses observations.

Par ailleurs, 23 communes ont été destinataires du dossier et sont invitées à faire connaître leur avis sur ce projet au plus tard quinze jours après la fin de la consultation du public, c'est-à-dire au plus tard le 20 octobre 2020.

La commune de Ploufragan est consultée pour avis car le projet est situé sur son territoire, également parce que le plan d'épandage associé à la demande concerne des terrains situés à Ploufragan.

Ainsi, le Conseil Municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée,

- Considérant que la méthanisation présente un intérêt pour la production d'énergie,
- Considérant néanmoins que le choix du site d'implantation de la centrale biométhane, en milieu périurbain et à proximité de sites d'activités et d'habitats n'est pas approprié compte tenu du risque de nuisances, notamment olfactives, et nuit ainsi à l'attractivité et au développement du Parc d'activités des Châtelets,
- **par 27 voix** (M. LE MAIRE, Bruno BEUZIT, Pascale GALLERNE, Annie LABBE, Anthony DECRETON, Maryse LAURENT, Viviane BOULIN et son pouvoir Christine ORAIN-GROVALET, Annick MOISAN et son pouvoir Laurence BOULVARD, Gabrielle GOUEDARD, Céline PESTEL, Séverine TRETON, Yann LE GUEDARD, Luc STRIDE, Julie LEMAIRE, Mari COURTAS, Maxime LE CRONC, Marie-Ange LE FLANCHEC, Pascale LABBE, Pierre-Yves BRUNEL, Romuald LABARRE, Jean-Yves BERNARD et son pouvoir Claudine PERROT, Marie-Hélène DEMOY, Jean-Pierre HAMON et Martial COLLET

- **EMET un avis défavorable** sur la demande d'exploiter une unité de méthanisation présentée par la SARL CBSTB au regard de la localisation du site d'implantation sur le parc d'activités des Châtelets

Répartition des autres votes :

Pour le projet tel que présenté

- **4 voix** (Patrick COSSON et son pouvoir Xavier BIZOT, Pascal DUBRUNFAUT et Emmanuel LE NOA)

Pour le projet avec des aménagements (couverture de l'aire de stockage)

- **1 voix** (Michel JUHEL)

Contre le projet d'une unité de méthanisation

- **1 voix** (Pierre Jean SALAUN)

URBANISME

2020-87 REGULARISATION FONCIERE CHEMIN DE LA BRECHERIE ACQUISITION D'UNE BANDE DE TERRAIN A MME BOUGUET

Dans le cadre de la mise à l'alignement du chemin de la Brècherie au droit de la propriété de Mme BOUGUET, il a été constaté qu'une bande de terrain d'environ 50 m² constituait une emprise de la voie publique, déclare M. DECRETON.

Afin de régulariser cette situation, la Ville a proposé à Mme BOUGUET d'acquiescer à l'euro symbolique l'emprise de la parcelle cadastrée section E n° 1584, d'une superficie approximative de 50 m² (*voir plan joint*).

Mme BOUGUET a accepté cette proposition d'achat.

Cette procédure sera réglée au moyen d'un acte authentique de cession en la forme administrative, dont la rédaction et les frais de publication seront à la charge de la commune.

Le Conseil Municipal est ainsi invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **APPROUVE** l'acquisition à Mme BOUGUET d'une partie de la parcelle située chemin de la Brècherie cadastrée section E n° 1584 d'une superficie approximative de 50 m² au prix de un euro ;

- **AUTORISE** M. le Maire à signer tout document relatif à cette affaire.

VOIRIE - RESEAUX

2020-88 CONVENTION DE SERVITUDE AVEC ENEDIS POUR LA POSE D'UN CABLE ELECTRIQUE SOUTERRAIN – RUE DE L'ARGANTEL

Dans le cadre de travaux de renforcement et d'enfouissement du réseau électrique sur la rue de l'Argantel, explique Mme GALLERNE, ENEDIS a demandé à la ville de Ploufragan de consentir une servitude de passage afin d'établir à demeure, sur une longueur totale de 13 mètres, dans une bande de 1 mètre de large, une canalisation électrique souterraine dans la parcelle communale cadastrée section BE n° 113 (*voir plan ci-joint*). Cette canalisation permettrait le raccordement en souterrain de la propriété de M. LE COQ Pierre sise 18 rue de l'Argantel.

Le Conseil Municipal est ainsi invité à adopter la délibération suivante :

Vu la convention de servitude pour canalisations électriques et le plan ci-annexés,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **AUTORISE** M. le Maire à signer la dite convention de servitude ainsi que l'acte authentique à intervenir pour sa régularisation.

CONSEIL MUNICIPAL

2020-89 DELEGATION DE MISSIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Lors de sa séance du 16 juin 2020, le Conseil Municipal a donné délégation à M. LE MAIRE pour prendre des décisions dans certaines matières visées par l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et ce pour la durée du mandat.

Ainsi, a-t-il été décidé de permettre à M. LE MAIRE :

7) de créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services.

Dans le but de faciliter la bonne marche de l'administration communale, il est proposé de compléter comme suit ce point 7, toujours en application de l'article susvisé du CGCT :

7) de créer, **modifier ou supprimer** les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.

En conséquence, le Conseil Municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **MODIFIE** comme suit la délibération du 16 juin 2020 concernant le point n° 7 de la délégation de missions au Maire :

7) de créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.

- **PRECISE** que les autres termes de la délibération du 16 juin 2020 restent inchangés.

MARCHES PUBLICS

2020-90 MARCHE DE TRAVAUX N°2018-30 – AMENAGEMENTS DE LA ROUTE DEPARTEMENTALE N°45 (RD45) – AVENANT N°1 AU LOT N°2 "PAYSAGES"

Dans le cadre du marché d'aménagements de la RD45 (marché n°2018-30) et notamment, du lot n°2 "Paysages", dont le titulaire est la société Jardin Service (29860 PLABENNEC), pour un montant de prestations de 299 676.50 € HT, explique Mme GALLERNE, il est proposé la prise d'un avenant n°1 en plus-value à ce marché.

En effet, au cours de l'exécution du marché d'aménagement de la RD45, en son lot n°2, rue de la Grande Métairie, entre la rue de Merlet et le carrefour de la Croix Fichet, il s'avère que :

- l'abattage d'arbres existants, cassés ou fragilisés lors des épisodes venteux avec rognage des souches et leurs remplacements reste à réaliser par le titulaire pour des raisons de sécurité, pour un montant de 2 140.00 € HT,
- la mise en œuvre de mobiliers urbains complémentaires : potelets, jardinières et barrières bois, devient nécessaire pour des raisons de sécurité entre le collège et le carrefour de la Croix Fichet, pour un montant de 12 604.00 € HT,
- la mise en place de ganivelles bois pour limiter les passages en travers des massifs plantés et aux abords des noues paysagères du parking terre pierre devient nécessaire au regard des usages constatés, portant préjudice aux plantations, pour un montant de 4 770.40 € HT,
- le remplacement des plantations par un engazonnement pour conservation de la zone humide est nécessaire au vu des contraintes réglementaires de préservation des zones humides ainsi que diverses adaptations au projet, pour un montant de 571.60 € HT,
- pour sécuriser la jonction « échangeur de Merlet/rue de la Grande Métairie », il a été décidé l'implantation d'un massif d'espace vert avec merlon, pour un montant de 1 080.00 € HT.

Le montant total de ces aménagements complémentaires, nécessaires à la finalisation de l'ouvrage, s'élève à 21 166.00 € HT, soit + 7.06% par rapport au montant initial du marché, portant ainsi le marché du lot n°2 à 320 842.50 € HT au lieu de 299 676.50 € HT.

En conséquence, le montant total du marché d'aménagements de la RD45 (lots 1 & 2) serait, après validation du présent avenant n°1 au lot n°2, de 1 790 911.10 € HT au lieu de 1 769 745.10 € HT.

La CMAPA, réunie le 30 septembre 2020, ayant donné un avis favorable à la prise de l'avenant n°1 en plus-value ci-dessus exposé,

il est donc proposé au conseil municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **VALIDE** la prise d'un avenant n°1 au lot n°2 "Paysages" avec la société Jardin Service (29860 PLABENNEC), dans le cadre du marché d'aménagements de la RD45, et ce pour un montant en plus-value de 21 166.00 € HT, portant ainsi le montant du marché du lot n°2 de 299 676.50 € HT à 320 842.50 € HT ;

- **AUTORISE** M. le Maire à signer l'avenant désigné ci-dessus avec l'entreprise précitée, pour le montant susmentionné, ainsi que toutes les pièces afférentes.

MARCHES PUBLICS

2020-91 MARCHÉ DE TRAVAUX N°2019-20 - AMÉNAGEMENTS DES ESPACES PUBLICS DANS LE CADRE DU RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER D'IROISE (TRANCHE 1) – AVENANT N°1 AU LOT N°3 "TERRAIN MULTISPORTS"

M. DECRETON explique que, dans le cadre du marché d'aménagements des espaces publics, relatifs au renouvellement urbain du quartier d'Iroise (tranche 1), et, notamment du lot n°3 "Terrain multisports", dont le titulaire est, par notification du 31 juillet 2019, la société ACL Sport Nature (56380 Beignon), pour un montant de prestations de 50 610.06 € HT, il est proposé la prise d'un avenant n°1 en moins-value à ce marché.

En effet, durant l'exécution du marché, il s'est avéré que pour des raisons techniques et esthétiques, la pose d'un filet pare-ballons ne serait pas réalisée de suite sur la structure en acier du terrain multisports, mais devrait faire l'objet d'une réflexion complémentaire, notamment au regard des usages, la pose ultérieure d'un filet pare-ballons en retrait de la structure restant possible.

Ainsi, la non réalisation de cette prestation (fourniture et pose d'un filet pare-ballons) entraîne une moins value de 1 115.50 € HT, soit une diminution du marché initial de – 2.25%, portant ainsi le montant du lot n°3 du marché de 50 610.06 € HT à 49 494.56 € HT.

En conséquence, le montant total du marché d'aménagements des espaces publics dans le cadre du renouvellement urbain du quartier d'Iroise (lots 1 à 3) serait, après validation du présent avenant n°1 au lot n°3, de 1 451 147.30 € HT au lieu de 1 452 262.80 € HT.

La CMAPA, réunie le 30 septembre 2020, ayant donné un avis favorable à la prise de l'avenant n°1 en moins-value ci-dessus exposé,

il est donc proposé au conseil municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **VALIDE** la prise d'un avenant n°1 au lot n°3 "Terrain multisports" avec la société ACL Sport Nature (56380 Beignon), dans le cadre du marché d'aménagements des espaces publics relatifs au renouvellement urbain du quartier d'Iroise (tranche 1), et ce pour un montant en moins-value de 1 115.50 € HT, portant ainsi le montant du marché du lot n°3 de 50 610.06 € HT à 49 494.56 € HT ;

- **AUTORISE** M. le Maire à signer l'avenant désigné ci-dessus avec l'entreprise précitée, pour le montant susmentionné, ainsi que toutes les pièces afférentes.

MARCHES PUBLICS

2020-92 MARCHÉ DE TRAVAUX N°2019-15 – CONSTRUCTION D'UN AUDITORIUM AVENANTS N°1 AUX LOTS N°01, 06, 07, 08, 15, 16 ET 19

Dans le cadre du marché de la construction de l'auditorium (marché n°2019-15), notifié le 26 juillet 2019 pour les lots 01, 06 et 16, le 29 juillet 2019 pour les lots 07 et 08, le 30 juillet 2019 pour le lot 19 et le 31 juillet 2019 pour le lot 15, déclare Mme LAURENT, il s'avère, à l'issue de la 1^{ère} année de travaux, que certaines contraintes réglementaires, techniques ou opérationnelles nécessitent des ajustements de prestations en plus-values ou moins-values, à savoir :

Avenant n°1 - Moins-value – Lot 01 : VRD – GROS-ŒUVRE – Groupement Scobat/Bidault

Plusieurs ajustements ont eu lieu depuis la remise des offres tels que :

- Suppression de caniveaux extérieurs suite à une surestimation des besoins dans le DPGF.
- Rajout d'un caniveau sous la coursive au niveau du joint de dilatation.
- Découpe de 3 décaissés au niveau des acrotères pour assurer l'étanchéité entre les couvertines existantes et les nouvelles, et, entre les couvertines en alu et en Alucobon.
- Ponçage du bâtiment existant pour mise en place du support de l'étanchéité.

De plus, à la demande du groupement, une nouvelle répartition financière du marché est à acter, et ce afin de permettre une facturation conforme au partage des prestations entre les 2 cotraitants.

L'entreprise SCOBAT titulaire du lot 01 – VRD – Gros-oeuvre fait donc une proposition d'avenant d'un montant de -287.66 € HT soit -0.05 % du montant de son marché initial à 538 300.00 € HT, portant le montant du marché à 538 012.34 € HT.

Cet avenant n°1 précisera également la nouvelle répartition des prestations entre les cotraitants du groupement Scobat et Bidault.

Avenant n°1 - Moins-value – Lot 06 : METALLERIE – SERRURERIE – Le Houerff

Plusieurs ajustements ont eu lieu depuis la remise des offres tels que :

- Suppression d'une main courante sur deux dans l'escalier technique à l'arrière de la scène, puisque non nécessaire.
- Suppression de grilles gratte-pieds puisque non nécessaires
- Suppression des arceaux de protections puisque non nécessaires.
- Suppression des butoirs de protections puisque non nécessaires.
- Suppression de l'ossature support du plancher technique puisque déjà prévue au lot charpente métallique.
- Suppression d'une partie du plancher technique en caillebotis sous la Centrale de Traitement d'Air (CTA) puisque non nécessaire.
- Suppression du garde-corps technique autour de la CTA puisque non nécessaire.
- Ajout de la porte métallique (initialement prévue pour Glassolution) de l'entrée des artistes afin d'avoir une similitude d'aspect sur les 2 portes côte à côte.

L'entreprise LE HOUERFF titulaire du lot 06 – Métallerie - Serrurerie fait donc une proposition d'avenant d'un montant de -9 094.52 € HT soit -11.74 % du montant de son marché initial à 77 464.15 € HT, portant ainsi le montant du marché à 68 369.63 € HT.

Avenant n°1 - Moins-value – Lot 07 : MENUISERIES EXTERIEURES – Glassolutions (Miroiteries de l'Ouest)

Plusieurs ajustements ont eu lieu depuis la remise des offres tels que :

- Remplacement de la barre anti-panique par un bouton molleté pour l'issue de secours (conforme aux préconisations des pompiers)
- Transfert de la porte d'entrée des artistes (vers le lot 06)
- Réalisation des désenfumages avec vérins apparents suite au redimensionnement des vitrages en partie haute de l'atelier (validé par le bureau de contrôle et le SDIS).

L'entreprise GLASSOLUTIONS titulaire du lot 07 – Menuiseries extérieures a fait une proposition d'avenant d'un montant de -3 755.00 € HT soit -4.88 % du montant de son marché initial à 77 000.00 € HT, portant le montant du marché à 73 245.00 € HT.

Avenant n°1 - Moins-value – Lot 08 : CLOISONS - IBC

Plusieurs ajustements ont eu lieu depuis la remise des offres tels que :

- Simplification du doublage au niveau de l'accès entre le hall de l'espace Victor Hugo et la galerie de distribution de l'auditorium, puisque non nécessaire d'avoir un doublage épais.
- Ajout d'un plafond Coupe Feu d'1 heure (CF1h) sous l'escalier du rangement suite à la suppression d'une des 2 portes de l'escalier à l'arrière de la scène (correction des volumes).
- Remplacement de l'isolant sous dalle visible par de l'isolant noir au niveau du plafond de la scène et sur le pourtour de la salle.

L'entreprise IBC titulaire du lot 08 – Cloisons a fait une proposition d'avenant d'un montant de -627.51 € HT soit -0.64 % du montant de son marché initial à 98 612.67 € HT, portant le montant du marché à 97 985.16 € HT.

Avenant n°1 - Plus-value – Lot 15 : ELECTRICITE – COURANTS FORTS ET FAIBLES - Cegelec

Plusieurs ajustements ont eu lieu depuis la remise des offres tels que :

- Déplacement du Tableau Divisionnaire (TD) vers la passerelle technique afin d'éviter au régisseur d'avoir à descendre sous le gradin en cas de panne (alimentation, peinture noire du tableau, tranchées complémentaires sous dallage, pose de fourreaux...).
- Suppression des 2 claviers intrusion, puisque non nécessaires dans l'utilisation du bâtiment.
- Ajout de prises de courant supplémentaires pour entretien, dans régie, dans local rangement régie.
- Ajouts de blocs de secours, déclencheurs manuels et sirène incendie (afin d'être sûrs de bien entendre l'alarme partout dans le bâtiment).

L'entreprise CEGELEC titulaire du lot 15 – Electricité – Courants forts et faibles a fait une proposition d'avenant d'un montant de +2 735.97 € HT soit +2.47 % du montant de son marché initial à 110 885.90 € HT, portant le montant du marché à 113 621.87 € HT.

Avenant n°1 - Plus-value – Lot 16 : PLOMBERIE – CHAUFFAGE – VENTILATION - Climatech

Plusieurs ajustements ont eu lieu depuis la remise des offres tels que :

- Simplification du réseau d'alimentation des Robinets d'Incendie Armés (RIA).
- Ajouts de pièges à sons entre espace de convivialité et loges (vu pendant les études techniques pour améliorer l'acoustique).
- Ajouts de pièges à sons et de calorifuge complémentaires au niveau des gaines de ventilation. Initialement, ces gaines étaient prévues à l'intérieur du bâtiment. Suite aux études d'EXE, elles ont basculé en extérieur, il a donc fallu traiter l'acoustique pour limiter les bruits extérieurs.
- Remplacement de la vasque prévue au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) par une vasque Personne à Mobilité Réduite (PMR) avec siphon déporté.
- Changement de modèles de radiateurs afin de pouvoir les avoir en couleur.

L'entreprise CLIMATECH titulaire du lot 16 – Plomberie – Chauffage - Ventilation a fait une proposition d'avenant d'un montant de +1 155.58 € HT soit +0.54 % du montant de son marché initial à 213 000.00 € HT, portant le montant du marché à 214 155.58 € HT.

Avenant n°1 - Plus-value – Lot 19 : RESEAUX ET EQUIPEMENTS SCENIQUES - Audiolite

Plusieurs ajustements ont eu lieu depuis la remise des offres tels que :

- Du fait de la vétusté des fiches des anciens boitiers de scène (pour le branchement des micros), il est nécessaire de faire une modification de câblage permettant une amélioration de la qualité du système son, ainsi que le doublement de câblage (en cas de panne) et également pouvoir mettre une console au niveau de la scène si besoin.

L'entreprise AUDIOLITE titulaire du lot 19 – Réseaux et équipements scéniques a fait une proposition d'avenant d'un montant de +1 353.10 € HT soit +3.77 % du montant de son marché initial à 35 900.00 € HT, portant le montant du marché à 37 253.10 € HT.

En conclusion, la totalité des avenants ci-dessus (en plus et moins-value), est de – 8 520.04 € HT, portant ainsi le montant total du marché de 2 087 030.98 € HT à 2 078 510.94 € HT, soit une diminution du marché de 0.41 %.

La CMAPA, réunie le 30 septembre 2020, ayant donné un avis favorable à la prise des avenants n°1 ci-dessus exposés.

il est donc proposé au conseil municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **VALIDE** la prise d'un avenant n°1 au lot n°01 (VRD – Gros-Œuvre), avec le groupement SCOBAT / BIDAULT (Trégueux/Ploufragan), dans le cadre du marché de construction de l'auditorium, et ce pour un montant de -287.66 € HT soit -0.05 % par rapport au montant de son marché initial à 538 300.00 € HT, portant ainsi le nouveau montant du marché à 538 012.34 € HT.

Cet avenant n°1 précisera également la nouvelle répartition des prestations entre les cotraitants du groupement Scobat et Bidault.

- **VALIDE** la prise d'un avenant n°1 au lot n°06 (Métallerie - Serrurerie), avec l'entreprise LE HOUERFF (Ploumagoar), dans le cadre du marché de construction de l'auditorium, et ce pour un montant de -9 094.52 € HT soit -11.74 % par rapport au montant de son marché initial à 77 464.15 € HT, portant ainsi le nouveau montant du marché à 68 369.63 € HT.

- **VALIDE** la prise d'un avenant n°1 au lot n°07 (Menuiseries Extérieures), avec l'entreprise GLASSOLUTIONS (Saint-Brieuc), dans le cadre du marché de construction de l'auditorium, et ce pour un montant de – 3 755.00 € HT soit – 4.88 % par rapport au montant de son marché initial à 77 000.00 € HT, portant ainsi le nouveau montant du marché à 73 245.00 € HT.

- **VALIDE** la prise d'un avenant n°1 au lot n°08 (Cloisons), avec l'entreprise IBC (Plérin), dans le cadre du marché de construction de l'auditorium, et ce pour un montant de – 627.51 € HT soit – 0.64 % par rapport au montant de son marché initial à 98 612.67 € HT, portant ainsi le nouveau montant du marché à 97 985.16 € HT.

- **VALIDE** la prise d'un avenant n°1 au lot n°15 (Electricité – Courants forts et faibles), avec l'entreprise Cegelec (Plérin), dans le cadre du marché de construction de l'auditorium, et ce pour un montant de + 2 735.97 € HT soit +2.47 % par rapport au montant de son marché initial à 110 885.90 € HT, portant ainsi le nouveau montant du marché à 113 621.87 € HT.

- **VALIDE** la prise d'un avenant n°1 au lot n°16 (Plomberie – Chauffage - Ventilation), avec l'entreprise Climatech (Guingamp), dans le cadre du marché de construction de l'auditorium, et ce pour un montant de + 1 155.58 € HT soit +0.54 % par rapport au montant de son marché initial à 213 000.00 € HT, portant ainsi le nouveau montant du marché à 214 155.58 € HT.

- **VALIDE** la prise d'un avenant n°1 au lot n°19 (Réseaux et équipements scéniques), avec l'entreprise Audiolite (Guipavas), dans le cadre du marché de construction de l'auditorium, et

ce pour un montant de + 1 353.10 € HT soit +3.77 % par rapport au montant de son marché initial à 35 900.00 € HT, portant ainsi le nouveau montant du marché à 37 253.10 € HT.

- **AUTORISE** M. le Maire à signer les avenants désignés ci-dessus avec les entreprises précitées, pour les montants susmentionnés, ainsi que toutes les pièces afférentes.

FINANCES

2020-93 COOPERATION HUMANITAIRE PARRAINAGE POUR LA SCOLARISATION D'ENFANTS AU NIGER SUBVENTION EXCEPTIONNELLE – RENOUELEMENT 2020/2023

Mme BOULIN explique que l'association « Masnat » (Masnat signifie « éducation » en langue touarègue) parrainage scolaire au Nord Niger, présidée par André Quintric, ancien Inspecteur d'Académie, propose de faciliter la scolarisation des élèves des établissements secondaires en accompagnant les élèves nigériens pour intégrer le cycle secondaire.

Son action s'inscrit dans les relations qui se sont tissées depuis plus de 20 ans entre les départements des Côtes d'Armor et de Tchirozérine, situé dans la région d'Agadez au nord du Niger.

Dans cette région sahélienne, la scolarisation des enfants constitue un enjeu majeur de développement. « Masnat » y contribue en permettant à des jeunes élèves, filles ou garçons, issus de familles défavorisées de villages ruraux d'accéder au collège et d'obtenir le BEPC au même titre que les jeunes urbains plus proches des établissements scolaires.

Le parrainage d'un enfant pour un montant de 160 € par an lui permet d'accéder au collège.

Le conseil municipal, lors de ses séances du 10 mai 2011 et 18 juin 2012, avait décidé de parrainer 4 élèves pour un montant total de 600 € par an pour leur permettre l'entrée au collège. Il avait été convenu d'assurer ce soutien pendant la durée de la scolarité jusqu'à la classe de troisième, soit quatre ans. En 2016, le conseil municipal a continué cette action pour 4 ans à hauteur de 640€ par an.

Aussi vous est-il proposé de poursuivre ce parrainage en adoptant la délibération suivante :

- Considérant l'enjeu de développement que constitue l'accès au collège des enfants du Nord Niger et compte tenu des relations privilégiées entre les départements des Côtes d'Armor et de Tchirozérine,

et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **DECIDE de verser** à l'association « Masnat » parrainage scolaire Côtes d'Armor/ Tchirozérine, dont le siège social est situé au centre social du Plateau rue Mathurin Méheust à Saint-Brieuc, une subvention d'un montant annuel de 640 € pour le parrainage de 4 enfants (en priorité 2 filles et 2 garçons) pour les années 2020, 2021, 2022 et 2023 ;

- **PRECISE** que cette subvention sera imputée budgétairement sur les crédits des subventions sociales et humanitaires (article FIN 6745/4000).

FINANCES

2020-94 PARTICIPATION AU CONTRAT D'ASSOCIATION AVEC L'ECOLE SAINTE-ANNE (ANNEE SCOLAIRE 2020-2021)

Mme BOULIN déclare que les conditions réglementaires concernant le versement des

subventions d'un montant supérieur à 23 000€ confirmées par la Chambre Régionale des Comptes prévoient :

- une délibération du conseil municipal exécutoire autorisant le Maire à signer une convention avec l'établissement concerné,
- la convention proprement dite,
- une autre délibération fixant le montant de la subvention ou de la participation pour chaque année scolaire.

Concernant la dernière participation communale au contrat d'association avec l'OGEC de l'école Sainte-Anne, la délibération avait été prise le 11 décembre 2007 et la convention signée le 12 décembre 2007. Cette convention prévoyait, entre autres, dans son article 3 la périodicité des versements (le tiers de la subvention en novembre, février et mai) et dans son article 2 le mode de calcul de la subvention, à savoir le coût réel d'un élève de l'école élémentaire publique calculé pour l'année civile précédente multiplié par le nombre des élèves ploufragnais fréquentant les classes élémentaires et la grande section maternelle de l'école privée au jour de la nouvelle rentrée scolaire.

Suite à la loi n°2019-891 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance, l'obligation d'instruction est fixée à 3 ans désormais, ce qui conduit au versement du forfait communal pour les classes préélémentaires. Conformément à cette loi, au décret d'application n°2019-1555 du 30 décembre 2019 relatif aux modalités d'attribution des ressources dues aux communes au titre de l'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire ainsi qu'à l'arrêté du 30 décembre 2019 pris pour l'application de l'article 2 du décret n°2019-1555 du 30 décembre 2019, est prévu un accompagnement financier versé aux communes à raison de l'augmentation de leurs dépenses obligatoires résultant de l'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire à 3 ans.

Le nouvel avenant à la convention du contrat d'association prévoit, entre autres, dans son article 3 la périodicité des versements (le tiers de la subvention en novembre, février et mai) et dans ses articles 1 et 2 le mode de calcul de la subvention, à savoir le coût réel d'un élève de l'école élémentaire et préélémentaire publique calculé pour l'année civile précédente multiplié par le nombre des élèves ploufragnais fréquentant les classes élémentaires et préélémentaires à partir de 3 ans de l'école privée au jour de la nouvelle rentrée scolaire.

Le montant des dépenses élèves de maternelle des écoles publiques prises en compte pour le calcul du forfait et constatées sur l'année 2019 est évalué à 440 026,49€ pour un effectif scolaire de 318 élèves, soit un coût par élève de 1 383,73€.

L'effectif scolaire de la rentrée 2020-2021 de l'école Sainte-Anne est arrêté à 56 élèves ayant 3 ans révolus en maternelle.

Le montant calculé du contrat d'association pour l'année scolaire 2020-2021 est donc de **77 488,88€**.

Le montant des dépenses élèves d'élémentaire des écoles publiques prises en compte pour le calcul du forfait et constatées sur l'année 2019 est évalué à 269 067,85€ pour un effectif scolaire de 519 élèves, soit un coût par élève de 518,44€.

L'effectif scolaire de la rentrée 2020-2021 de l'école Sainte-Anne est arrêté à 123 élèves en élémentaire.

Le montant calculé du contrat d'association pour l'année scolaire 2020-2021 est donc de **63 768,12€**.

Le montant total calculé du contrat d'association pour l'année scolaire 2020-2021 est donc de **141 257,00€**, soit un versement trimestriel de **47 085,67€**.

Le conseil municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée,

- **par 21 voix pour** (M. LE MAIRE, Pascale GALLERNE, Pascal DUBRUNFAUT, Annie LABBE et son pouvoir Christine ORAIN-GROVALET, Maryse LAURENT, Viviane BOULIN, Patrick COSSON et son pouvoir Xavier BIZOT, Séverine TRETON, Luc STRIDE, Julie LEMAIRE, Mari COURTAS, Maxime LE CRONC, Marie-Ange LE FLANCHEC, Pascale LABBE, Pierre-Yves BRUNEL, Jean-Yves BERNARD et son pouvoir Claudine PERROT, Marie-Hélène DEMOY, Jean-Pierre HAMON)

- **6 voix contre** (Bruno BEUZIT, Anthony DECRETON, Céline PESTEL, Romuald LABARRE, Martial COLLET et Emmanuel LE NOA)

- **6 abstentions** (Annick MOISAN et son pouvoir Laurence BOULVARD, Gabrielle GOUEDARD, Pierre Jean SALAUN, Yann LE GUEDARD et Michel JUHEL)

- **DECIDE** d'arrêter le montant de la participation communale au contrat d'association avec l'OGEC de l'école Sainte-Anne pour l'année scolaire 2020-2021 à 141 257,00€.

FINANCES

2020-95 OPERATIONS FONCIERES ASSUJETTISSEMENT A LA TVA

Dans le cadre de la politique foncière menée à Ploufragan, explique Mme BOULIN, des acquisitions sont faites afin de constituer une réserve foncière. Dans l'hypothèse où certains terrains seraient revendus à des promoteurs privés ou des bailleurs sociaux, les cessions entreraient dans le champ d'application de la TVA ou de la TVA sur marge suivant le cas prévu par la loi.

La TVA des dépenses (démolitions, frais divers...) afférentes à ces cessions sera déductible de la TVA collectée sur la vente.

Le conseil municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **APPROUVE** l'application du régime de TVA pour les cessions de terrains à des promoteurs privés ou bailleurs sociaux.

FINANCES

2020-96 CLOTURE DOSSIER TVA – TRAVAUX ET CESSIONS RUES DE LA REPUBLIQUE, DU CALVAIRE ET DES COMBATTANTS

Mme BOULIN explique que le Conseil Municipal a pris une délibération le 14 mai 2013 concernant la TVA liée à la rénovation urbaine (hors site) pour des travaux et cessions de terrains rues de la République, du Calvaire et des Combattants.

Ces opérations sont terminées, il convient donc de clore ce dossier de TVA.

Le conseil municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **APPROUVE** la clôture du dossier de TVA relatif aux travaux et aux cessions des terrains rues de la République, du Calvaire et des Combattants.

FINANCES

2020-97 DECISION MODIFICATIVE N°3 – 2020 VILLE

Le budget primitif est un budget de prévision qui doit être voté avant le 31 mars de l'année budgétaire, rappelle Mme BOULIN. Certains ajustements budgétaires sont nécessaires en cours d'année qui font l'objet de décisions modificatives.

Il est proposé des décisions modificatives pour lesquelles le conseil municipal est invité à délibérer sur le budget Commune (DM n°3) (*cf document annexé*).

Il est donc proposé au conseil municipal de bien vouloir adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **ADOpte** la décision modificative n° 3 sur le budget Commune telle que décrite en annexe.

FINANCES

2020-98 AUTORISATION DE PROGRAMME – REVISION, CREATION DM3 2020

Mme BOULIN rappelle que la procédure des autorisations de programme - crédits de paiement (AP/CP), organisée par la loi n°125 du 6 février 1992 et le décret n° 175 du 20 février 1997, permet d'individualiser financièrement et de suivre dans le temps des investissements d'une importance particulière dont la réalisation s'étend sur plusieurs exercices budgétaires (art L.2311-3 du CGCT).

Une autorisation de programme constitue la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elle indique la répartition annuelle envisagée des crédits de paiement et des ressources destinées à y faire face. Cette répartition est susceptible de révision, comme l'autorisation de programme elle-même. Les autorisations de programme dont les projets sont terminés font l'objet de clôture.

Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre de l'autorisation de programme.

Le Conseil Municipal du 13 décembre 2019 a créé ou révisé nos AP/CP. Mais suite aux décisions modificatives budgétaires, au budget supplémentaire, il peut être nécessaire de modifier ou de créer des AP/CP que vous trouverez dans l'annexe ci-jointe.

Le Conseil Municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **DECIDE** la modification (révision) et la création des autorisations de programme - crédits de paiement comme indiquées dans l'annexe jointe.

JEUNESSE EDUCATION

2020-99 FORFAIT ANIMATIONS TEMPS MERIDIEN (COMPLEMENT AUX TARIFS 2020-2021)

Dans le cadre du temps méridien, déclare Mme LABBE, le service jeunesse éducation a mis en place des animations de qualité afin de permettre à tous les enfants de pouvoir bénéficier d'activités « dirigées » ou en autonomie sur le temps de la coupure du midi.

Ces animations « dirigées » sont encadrées par des animateurs diplômés dont 2 éducateurs sportifs. Le service propose aussi chaque année un temps fort pour chaque école avec la venue d'un intervenant extérieur : cirque, poterie, soundpainting, origami, théâtre, yoga du rire.....

Le service développe aussi le partenariat avec l'association « Lire et Faire Lire » pour offrir tout un panel d'activités tant sportives que manuelles ou innovantes.

Le service jeunesse éducation a déclaré auprès de la Direction Départementale de la Cohésion Sociale ces animations en Accueil Collectif de Mineurs (ACM), avec un directeur et des animateurs diplômés. Cette déclaration donne droit à la Prestation de Service Ordinaire (PSO) auprès de la CAF.

Après discussion avec la CAF, il est demandé dans les critères d'attribution de la PSO, la mise en place d'un tarif indépendant du prix du repas et justifié par une facturation claire (le tarif ne peut pas être inclus dans le prix du repas).

A ce jour, le service appliquait un forfait à 0 €. La réponse de la CAF est qu'un « forfait égal à 0 € » équivaut à une gratuité qui rend inéligible le temps méridien à la PSO.

La municipalité propose la création d'un « forfait animations temps méridien ». Il sera mis en place dès la première fréquentation dans le mois à l'activité temps méridien. Ce forfait sera symbolique et mensuel afin de ne pas augmenter la facture pour les familles.

Le conseil municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **FIXE** le forfait « Animations Temps Méridien » du service jeunesse éducation à 0,01 € par enfant et par mois dès la première fréquentation, ceci à compter du 01/01/2021.

JEUNESSE EDUCATION

2020-100 CONVENTION AVEC LA DIRECTION ACADEMIQUE DES SERVICES DE L'EDUCATION NATIONALE : SPORTS A L'ECOLE (ANNEE SCOLAIRE 2020/2021)

Dans le cadre de la politique de la Ville, déclare Mme LABBE, la municipalité a souhaité faire intervenir un agent communal, éducateur sportif territorial, sur le temps scolaire à l'école Louis Guilloux.

Cette intervention sur le temps scolaire s'effectue sous la responsabilité de la directrice de l'école et nécessite un conventionnement avec l'Education Nationale.

Exemple de la première période d'intervention :

sport à l'école Louis Guilloux 2020/2021			
	mardi	jeudi	vendredi
	8h45/12h00	13h45/16h30	13h45/16h30
Période 1			
9 septembre / 16 octobre 2020			
	7 séances	7 séances	7 séances
Lieu	à l'école	Hoëdic	Molène (dojo)
Niveau	CM1/2 (24)	CE2 (24)	CP (13)
Enseignant	Nathalie	Sylviane	Anne-Marie
Discipline	course d'orientation	crosse québécoise	jeux d'opposition
Lieu	à l'école	Hoëdic	Molène (dojo)
Niveau	CP	ULIS (12+12)	CM1/2
Enseignant	Catherine	Carine /Charlène	Gaétane
Discipline	endurance/athlétisme	crosse québécoise	jeux d'opposition

Le conseil municipal est invité à donner son accord pour un conventionnement pour l'année scolaire 2020-2021, avec l'Education Nationale pour l'organisation des Activités Physiques et Sportives à l'école.

Le conseil municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **AUTORISE** M. le Maire à conventionner avec la Direction Académique des Services de l'Education Nationale pour l'organisation des APS (activités physiques et sportives) à l'école.

JEUNESSE EDUCATION

2020-101 SUBVENTION A L'ASSOCIATION : « LOISIRS PLURIEL » - ANNEE 2020

L'association Loisirs Pluriel accueille sur l'année 2020, 1 enfant ploufraganais en Accueil Collectif de Mineurs 3/12 ans, déclare Mme LABBE.

L'association accueille des enfants en situation de handicap dans ses effectifs avec un taux d'encadrement spécifique de un animateur pour deux enfants.

Le service Jeunesse Education oriente les enfants qui nécessitent un accompagnement spécifique sur cette structure.

Le mode de calcul se base sur la participation financière aux charges de fonctionnement intercommunale pour la scolarisation extérieure (contingent obligatoire) : qui est de 941,55 € par enfant scolarisé en maternel et de 498,51 € par enfant scolarisé en élémentaire pour l'année 2020.

Association	Proposition 2020
Association Loisirs Pluriel	500 €

Le conseil municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **ATTRIBUE** la subvention à l'association « Loisirs Pluriel » au titre de l'année 2020 pour un montant de 500 €.

JEUNESSE EDUCATION

2020-102 SUBVENTION A L'ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DE L'ECOLE DE LA VILLETTE - ANNEE 2020 : ANNULLATION

Cette année, explique Mme LABBE, l'école de la Villette annule sa classe nature et souhaite conserver le montant de la subvention normalement versée sur le compte de l'association des parents d'élèves de la Villette pour financer la classe nature d'un montant de 1 000 €.

La municipalité propose d'annuler l'attribution de la subvention votée en séance du 8 octobre 2019 à l'association des parents d'élèves de la Villette, pour le montant inscrit au budget prévisionnel 2020.

Association	Montant inscrit BP 2020	Annulation BS 2020
association des parents d'élèves de l'école de la Villette	1 000 €	1 000 €

Le conseil municipal est invité à adopter la délibération suivante :

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, par vote à main levée, **à l'unanimité**,

- **ANNULE** la subvention attribuée à l'association des parents d'élèves de l'école de la Villette au titre de l'année 2020 pour un montant de 1 000 €.

DECISIONS MUNICIPALES

2020-103 DECISIONS MUNICIPALES PRISES ENTRE LE 21/09/2020 ET LE 05/10/2020

Le conseil municipal **PREND ACTE** des décisions municipales suivantes prises par M. le Maire dans le cadre de sa délégation de missions :

21 septembre 2020

Dans le cadre de l'heure du conte à destination du jeune public, signature d'un contrat avec l'association "de Bouche à Oreille" de Trégueux pour une intervention de conteuses au cours de l'année 2020. En contrepartie de la prestation, versement de la somme forfaitaire de **45,01 € TTC** (ce tarif s'entend toutes charges, frais, taxes, droits divers compris).

22 septembre 2020

Dans le cadre du festival Baie des sciences, signature d'un contrat avec l'association le Temps des Sciences (Saint-Brieuc) pour l'animation d'un atelier « la fresque du climat » le samedi 10 octobre 2020. En contrepartie de la prestation, versement par la ville d'une **somme forfaitaire de 150 €** (ce tarif s'entend toutes charges, frais, taxes, droits divers compris).

24 septembre 2020

Signature avec la société Ressources Consultants Finances (35000 Rennes) d'un nouveau contrat de maintenance/assistance et accompagnement méthodologique du logiciel « Regards » pour un montant annuel de **7 269,49 € HT hors déplacements** (forfait de 93,32 € HT par déplacement), soit 21 808,47 € HT pour 3 ans.

2 octobre 2020

Signature des marchés de travaux de rénovation de 4 classes (écoles élémentaires Louis Guilloux et Villes Moisan) avec l'entreprise Guivarch Plafonds (Trémuson) pour un montant de **4 720€ HT** pour le lot 1 (faux-plafonds) et l'entreprise Rondel Peinture (Plérin) pour un montant de **3 154,08€ HT** pour le lot 2 (peinture) et **6 545,90€ HT** pour le lot 3 (revêtement de sols)

**Récapitulatif des mouvements de concessions cimetièrè
du 8 septembre 2020 au 5 octobre 2020**

Acte du 08/09/2020 renouvellement concession 30 ans	242,70 €
Acte du 14/09/2020 renouvellement concession 30 ans	242,70 €
Acte du 15/09/2020 renouvellement concession 30 ans	242,70 €
Acte du 21/09/2020 renouvellement concession 30 ans	242,70 €
Acte du 21/09/2020 achat concession 30 ans	242,70 €
Acte du 22/09/2020 renouvellement concession 30 ans	242,70 €
Acte du 22/09/2020 achat concession 30 ans	242,70 €
Acte du 25/09/2020 renouvellement concession 10 ans	107,80 €
Acte du 25/09/2020 renouvellement concession 30 ans	242,70 €
Acte du 26/09/2020 renouvellement concession 10 ans	107,80 €
Acte du 28/09/2020 achat concession 30 ans	242,70 €
Acte du 29/09/2020 renouvellement concession 30 ans	242,70 €
Acte du 29/09/2020 renouvellement concession 30 ans	242,70 €
Acte du 30/09/2020 renouvellement concession 10 ans	107,80 €
Acte du 01/10/2020 renouvellement concession 10 ans	106,80 €
Acte du 01/10/2020 renouvellement concession 20 ans	193,90 €
Acte du 02/10/2020 achat concession 30 ans	242,70 €
Acte du 03/10/2020 achat concession 30 ans	242,70 €
Acte du 05/10/2020 renouvellement concession 10 ans	107,80 €

TOTAL 3 887,00 €

ANNEXES

**DECISION
MODIFICATIVE
N°3

2020

BUDGET VILLE**

Conseil Municipal du 13 OCTOBRE 2020

**BUDGET COMMUNE

Section
d'investissement**

1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (mouvements réels)

Chapitre	Gestionnaire	Nature	Fonction	Service/ Antenne	Libellé	Commentaires	Montant
10	FIN		10226	01			
TOTAL CHAPITRE 10							29 800,00
20	SEVS	2031	823	6521	Etudes	Credits complémentaires pour études préliminaire aménagement vallée du Goëlo (BP=25 000€)	10 000,00
TOTAL CHAPITRE 20							10 000,00
21							0,00
TOTAL CHAPITRE 21							0,00
23	SEVS	2313	823	6521	Travaux	Environnement : Aménagement espace pédagogique biodiversité vallée du Goëlo. Le projet sera réinscrit en 2021	-20 000,00
	SEVS	2313	823	6521	Travaux	Environnement : Création espace convivial multigénérationnel St Hervé, Le projet sera réinscrit en 2021	-90 000,00
	SEVS	2313	026	6280		Ajustement crédits - Cimetiére : Fourniture et installation d'un ossuaire (BP= 13 000€)	-5 000,00
	IBAT	2313	71	5200	Travaux	Logements locatifs : Réfection toiture et isolation logement gardien du Hautchamp (BP= 40 000€)	-40 000,00
TOTAL CHAPITRE 23							-155 000,00
458	BET	4581	822	6401	Travaux opération sous mandat		
TOTAL CHAPITRE 458							0,00
OPERATIONS D'EQUIPEMENT							
085	IBAT	2313	211	1000	Travaux	Ecoles maternelles : Réseau de chauffage en appartement Villes Moisan - Crédits annulés	-30 000,00
085	IBAT	2313	212	1001	Travaux	Rénov. 2 classes L. Guilloux (sols + peinture) ajustements crédits (BP= 12 000€)	-4 000,00
085	IBAT	2313	212	1001	Travaux	L. Guilloux : Talurs prévu sur 2021 - Garder 5000€ pour études (BP= 35 000€)	-30 000,00
085	IBAT	2313	212	1001	Travaux	L. Guilloux : Rénov. du bureau de direction prévu par entreprise (transfert des crédits en régie)	2 000,00
085	IBAT	2313	212	1001	Travaux	Rénov. 2 classes L. V. Moisan (sols + peinture) sur 2021 (BP= 12 000€)	-12 000,00
085	IBAT	2313	212	1001	Travaux	Fabrication de 2 placards V. Moisan ajustement crédits (BP= 3 000€)	4 000,00
085	IBAT	2313	212	1001	Travaux	Remplacat bardage côté vallée L. Michel sur 2021 (BP= 40 000€)	-30 000,00
088	IBAT	2313	411	2511	Travaux	Hôtelic : Ventilation pb de surchauffe - Etude 2020, travaux 2021 (BP= 40 000€)	-25 000,00
088	IBAT	2313	411	2511	Travaux	Hôtelic : Pose de filets derrière les buts - Annulé (BP=1 000€)	-1 000,00
088	IBAT	2313	411	2511	Travaux	Glénan : Eau chaude sanitaire 2021 (BP = 18 000€)	-18 000,00
088	IBAT	2313	411	2511	Travaux	Glénan : Ventilation sur 2021 (BP = 12 000€)	-12 000,00
088	IBAT	2313	411	2511	Travaux	Glénan : Chauffage sur 2021 (BP = 50 000€)	-50 000,00
088	IBAT	2313	411	2511	Travaux	Glénan : électricité sur 2021 (BP = 90 000€)	-90 000,00
088	IBAT	2313	411	2511	Travaux	Local foot St-Hervé : Remplacat porte d'entrée	3 200,00
094	IBAT	2313	251	1830	Travaux	Remplacat porte extérieure cuisine de la vallée	3 000,00
094	IBAT	2313	020	5911	Travaux	Maine : Rénovation salle des mariages et du conseil (BP= 100 000€)	-92 000,00
094	IBAT	2313	324	2412	Travaux	Centre culturel : Fourniture et pose de stores	1 500,00

2

30/09/2020

Chapitre	Gestionnaire	Nature	Fonction	Service/ Antenne	Libellé	Commentaires	Montant
089	BET	2315	822	6401	Travaux	Programme de voirie 2020 (BP= 350 000)	-215 000,00
099	BET	2315	822	6401	Travaux	Aménagement RD 45 travaux de voirie (BP+DM+BS= 1 080 000)	-70 000,00
099	BET	2041582	814	6281	Travaux réseaux	Aménagement RD 45 travaux éclairage public (BP+DM+BS=196 000)	-34 000,00
099	BET	2041582	822	6401	Travaux réseaux	Aménagement RD 45 travaux réseaux eau et assainissement facturé sur 2021 par SBA (BP+DM+BS=515 000)	-515 000,00
1491	URBA	2315	820	6000-01	Travaux	Annulations crédits HT rénovation urbaine phase 2	-30 000,00
	URBA	2315	820	6000-02	Travaux	de 2020 liés à la règle de TVA (délib CM 14/06/2014	-1 000 000,00
	URBA	2315	820	6000-04	Travaux	et délib CM 13/10/2020)	-150 000,00
1492	URBA	2315	820	6000-01	Travaux	Réinscription des crédits rénovation urbaine phase 2 de 2020	36 000,00
	URBA	2315	820	6000-02	Travaux	en TTC	1 200 000,00
	URBA	2315	820	6000-04	Travaux		180 000,00
	URBA	2315	820	6000-02	Travaux	Ajustements crédits Rénovation urbaine TTC	72 000,00
	URBA	2315	820	6000-04	Travaux		48 000,00
1492	URBA	2151	820	6000	Réseaux de voirie	Régul écritures par mandats Rénovation urbaine de 2017 à 2019 TTC	13 450,00
	URBA	2151	820	6000-01	Réseaux de voirie	suite à annulation par titres du HT	88 895,00
	URBA	2151	820	6000-02	Réseaux de voirie		450,00
	URBA	2151	820	6000-04	Réseaux de voirie		31 015,00
TOTAL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT							-716 490,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES							-831 690,00
BUDGET PRIMITIF				PROPOSITION DECISION MODIFICATIVE			VARIATION
mouvement réel (hors 001)							
7 004 340,00				-831 690,00			-11,9%

3

30/09/2020

RECETTES D'INVESTISSEMENT (mouvements réels)

Chapitre	Gestionnaire	Nature	Fonction	Service	Libellé	Commentaires	Montant
10	FIN	10222	01	0102	FCTVA	Ajustement suite à notification (BP= 344 900€)	148 400,00
TOTAL CHAPITRE 10							148 400,00
13	FIN	1342	112	0560	Amendes de Police	Ajustement suite à notification (BP= 10 000€)	9 855,00
TOTAL CHAPITRE 13							9 855,00
16							
TOTAL CHAPITRE 16							0,00
458							
TOTAL CHAPITRE 458							0,00
OPERATIONS D'EQUIPEMENT							0,00
1491	URBA	2151	820	6000	Réseaux de voirie	Annulations mandats HT rénovation urbaine phase 2 de 2017 à 2019 liées à la régulation de TVA	12 730,00
	URBA	2151	820	6000-01	Réseaux de voirie		74 260,00
	URBA	2151	820	6000-02	Réseaux de voirie		375,00
	URBA	2151	820	6000-04	Réseaux de voirie		29 475,00
TOTAL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT							116 840,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES							275 095,00
BUDGET PRIMITIF					PROPOSITION DECISION MODIFICATIVE		VARIATION
mouvement réel hors 1068		7 194 988,00			275 095,00		3,8%

4

30/09/2020

BUDGET COMMUNE

Section de
fonctionnement

5

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (mouvements réels)

Chapitre	Gestionnaire	Nature	Fonction	Service/ Antenne	Libellé	Commentaires	Montant
011	COM	6232	024	2102	Fêtes et cérémonies	Retrait des crédits du tir du feu d'artifice	-6 800,00
	EJ	6042	422	4631	Achats de prestations de service	Ajustement crédits Accueil de loisirs petites vacances 3-12ans	-500,00
	EJ	60623	422	4631	Alimentation	lié au COVID19	-110,00
	EJ	60632	422	4631	Fournitures de petit équipement		-680,00
	EJ	6068	422	4631	Autres matières & fournitures		-260,00
	EJ	6132	422	4631	Locations immobilières		-150,00
	EJ	6135	422	4631	Locations mobilières		-1 000,00
	EJ	6232	422	4631	Fêtes & cérémonies		-200,00
	EJ	6042	421	4632	Achats de prestations de service	Ajustement crédits Centres d'Eté 3-12 ans 3-12ans	-1 000,00
	EJ	60628	421	4632	Autres fournitures non stockées	lié au COVID19	-25,00
	EJ	60632	421	4632	Fournitures de petit équipement		-170,00
	EJ	6068	421	4632	Autres matières & fournitures		-200,00
	EJ	6132	421	4632	Locations immobilières		-1 000,00
	EJ	6135	421	4632	Locations mobilières		-2 000,00
	EJ	6232	421	4632	Fêtes & cérémonies		-30,00
	EJ	6042	64	4637	Achats de prestations de service	Ajustement crédits Accueil périscolaires Mercredi 3-12ans	-145,00
	EJ	60623	64	4637	Alimentation	lié au COVID19	-120,00
	EJ	60632	64	4637	Fournitures de petit équipement		-330,00
	EJ	6068	64	4637	Autres matières & fournitures		-230,00
	EJ	6132	64	4637	Locations immobilières		-100,00
	EJ	6135	64	4637	Locations mobilières		-1 000,00
	EJ	6232	64	4637	Fêtes & cérémonies		-150,00
	EJ	6042	64	4630	Achats de prestations de service	Ajustement crédits Accueil périscolaires 2-12ans	-60,00
	EJ	60623	64	4630	Alimentation	lié au COVID19	-30,00
	EJ	6232	64	4630	Fêtes & cérémonies		-40,00
	EJ	6042	251	1831	Achats de prestations de service	Ajustement crédits Animation Temps Méridien 2-12ans	-1 800,00
	EJ	60623	251	1831	Alimentation	lié au COVID19	-250,00
	EJ	6042	421	4501	Achats de prestations de service	Ajustement crédits Loisirs Eté Jeunes	-300,00
	EJ	60623	421	4501	Alimentation	lié au COVID19	-70,00
	EJ	60632	421	4501	Fournitures de petit équipement		-40,00
	EJ	6068	421	4501	Autres matières & fournitures		-70,00
	EJ	6132	421	4501	Locations immobilières		-320,00
	EJ	6135	421	4501	Locations mobilières		-20,00
	EJ	6232	421	4501	Fêtes & cérémonies		-40,00
	EJ	6042	421	4502	Achats de prestations de service	Ajustement crédits Loisirs Animations Jeunes	-340,00

6

30/09/2020

Chapitre	Gestionnaire	Nature	Fonction	Service/ Antenne	Libellé	Commentaires	Montant
	EJ	60623	421	4502	Alimentation	lié au COVID19	-70,00
	EJ	60632	421	4502	Fournitures de petit équipement		-35,00
	EJ	6068	421	4502	Autres matières & fournitures		-35,00
	EJ	6132	421	4502	Locations immobilières		-230,00
	EJ	6135	421	4502	Locations mobilières		-15,00
	EJ	6232	421	4502	Fêtes & cérémonies		-60,00
	EJ	6042	422	4503	Achats de prestations de service	Ajustement crédits Locaux Prévention	-240,00
	EJ	60623	422	4503	Alimentation	lié au COVID19	-40,00
	EJ	60628	422	4503	Produits pharmaceutiques		-10,00
	EJ	60632	422	4503	Fournitures de petit équipement		-50,00
	EJ	6068	422	4503	Autres matières & fournitures		-100,00
	EJ	6132	422	4503	Locations immobilières		-60,00
	EJ	6162	422	4503	Documentation générale & technique		-10,00
	EJ	6232	422	4503	Fêtes & cérémonies		-170,00
	EJ	6068	421	4500	Autres matières & fournitures	Ajustement crédits Point information Jeunesse lié au COVID19	-20,00
	EJ	6042	421	4508	Achats de prestations de service	Ajustement crédits Séjours	-2 400,00
	EJ	60623	421	4508	Alimentation	lié au COVID19	-900,00
	EJ	6068	421	4508	Autres matières & fournitures		-200,00
	EJ	6132	421	4508	Locations immobilières		-200,00
	EJ	6135	421	4508	Locations mobilières		-200,00
	EJ	6042	251	1830	Achats de prestations de service	Ajustement crédits Restaurants collectifs	1 920,00
	EJ	60623	251	1830	Alimentation	lié au COVID19	-30 000,00
	EJ	6232	251	5903	Repas du conseil municipal	Ajustement crédits lié au COVID19	-200,00
	FIN	62622	520	4000	Frais de télécommunications	Ajustement des crédits téléphonie mobile CCAS (BP= 650€)	600,00
	FIN	63512	820	6000	Taxes foncières	Ajustement des crédits taxes foncières (BP= 27 750€)	3 000,00
	INFO	60632	020	5905	Fournitures de petit équipement	L'installation de vidéoprojecteurs dans des classes élémentaires	-400,00
	INFO	60632	212	1001	Fournitures de petit équipement	a nécessité l'achat de câbles & autres petits matériels	400,00
	POP	6064	020	5908	Fournitures administratives	Ajustements crédits (BP= 13 300€)	2 000,00
	POP	6042	112	0560	Prestations de service	Prestation étalonnage cinémomètre (BP= 0€)	1 800,00
	POP	6068	112	0560	Autres matières & fournitures	Pack embouts buccaux pour éthylotest (BP= 0€)	200,00
	POP	6042	026	6200	Prestations de service	Prestations pour cinétière (BP= 6 500€)	1 500,00
	POP	62876	114	0530-COVID19	Remboursement au GFP de rattachement	Masques grand public: remboursements à SBAA	17 410,00
	PEPHS	62876	020	5909-COVID19	Remboursement au GFP de rattachement	Masques chirurgicaux, FFP2 : remboursé à BAA	7 730,00
	CEVH	6042	311	2200	Red, & droits serv. à caractère culturel	Ajustement crédits école de musique lié au COVID19	-1 400,00
	CEVH	6232	311	2200	Fêtes & cérémonies	Changement imputation avec le 651 pour SACEM & SACD	200,00
	CEVH	6042	33	2201	Red, & droits serv. à caractère culturel	Ajustement crédits école de danse lié au COVID19	-750,00

7

30/09/2020

Chapitre	Gestionnaire	Nature	Fonction	Service/ Antenne	Libellé	Commentaires	Montant
	CEVH	6232	33	2201	Fêtes & cérémonies	Changement imputation avec le 651 pour SACEM & SACD	700,00
	CEVH	6042	313	2206	Red. & droits serv. à caractère culturel	Ajustement crédits ateliers théâtre lié au COVID19	-450,00
	CEVH	6232	313	2206	Fêtes & cérémonies	Changement imputation avec le 651 pour SACEM & SACD	150,00
	CEVH	6042	33	2208	Red. & droits serv. à caractère culturel	Ajustement crédits animation scolaire lié au COVID19	-400,00
	CEVH	6042	312	2211	Fêtes & cérémonies	Changement imputation avec le 651 pour SACEM & SACD	-1 650,00
	CEVH	6232	312	2211	Fêtes & cérémonies	Ajustement crédits diffusion spectacles lié au COVID19	-750,00
	CEVH	60632	33	2410	Fournitures petit équipement	Changement imputation avec le 651 pour SACEM & SACD	-1 600,00
	CEVH	6257	312	2211	Réceptions	Fournitures étagères Rembours partiel des cotisations encaissées en 2019 pour des	1 600,00 -750,00
TOTAL CHAPITRE 011							
	012						-23 765,00
TOTAL CHAPITRE 014							
	014						0,00
	URBA	7398	820	6000	Reversments divers	Reverst frais de publicité foncière en cas de cession de terrains par la ville (BP = 500€) Ajustement	1 000,00
TOTAL CHAPITRE 012							
							1 000,00
	65						
	EJ	6541	251	1830	Créances admises en non valeur	Admission en non valeur pour restauration	1 845,00
	EJ	6541	422	4631	Créances admises en non valeur	Admission en non valeur pour centre de loisirs	1 030,00
	EJ	6541	64	4630	Créances admises en non valeur	Admission en non valeur pour accueil périscolaire	1 425,00
	EJ	6542	251	1830	Créances éteintes	Créances éteintes pour restauration	1 235,00
	CEVH	651	311	2200	Red. Pour concessions , brevets, licences	Changement imputation avec le 651 pour SACEM & SACD	-200,00
	CEVH	651	33	2201	Red. Pour concessions , brevets, licences	Changement imputation avec le 651 pour SACEM & SACD	-700,00
	CEVH	651	313	2206	Red. Pour concessions , brevets, licences	Changement imputation avec le 651 pour SACEM & SACD	-150,00
	CEVH	651	33	2208	Red. Pour concessions , brevets, licences	Changement imputation avec le 651 pour SACEM & SACD	-350,00
	CEVH	651	312	2211	Red. Pour concessions , brevets, licences	Changement imputation avec le 651 pour SACEM & SACD	-2 000,00
	FIN	6558	213	1100	Autres contributions obligatoires	Ajustement crédits OGE (BP= 137 540€)	19 750,00
TOTAL CHAPITRE 65							
							21 885,00
TOTAL CHAPITRE 66							
	66						0,00
	67						
	CEVH	673	311	2200-COVID19	Titres annulés s/ exercices antérieurs	Rembours partiel des cotisations encaissées en 2019 pour des	750,00

8

30/09/2020

Chapitre	Gestionnaire	Nature	Fonction	Service/ Antenne	Libellé	Commentaires	Montant
	CEVH	673	33	2201-COVID19	Titres annulés s/ exercices antérieurs	activités annulées en raison de la COVID 19 Rembours partiel des cotisations encaissées en 2019 pour des	400,00
	CEVH	673	312	2204-COVID19	Titres annulés s/ exercices antérieurs	activités annulées en raison de la COVID 19 Rembours partiel des cotisations encaissées en 2019 pour des	500,00
	CEVH	673	313	2206-COVID19	Titres annulés s/ exercices antérieurs	activités annulées en raison de la COVID 19- Arts plastiques Rembours partiel des cotisations encaissées en 2019 pour des	430,00
TOTAL CHAPITRE 67							
							2 080,00
TOTAL							
							1 200,00

BUDGET PRIMITIF mouvement réel	PROPOSITION DECISION MODIFICATIVE	VARIATION
12 026 309,32	1 200,00	0,0%

9

30/09/2020

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (mouvements réels)

Chapitre	Gestionnaire	Nature	Fonction	Service	Libellé	Commentaires	Montant
013							
TOTAL CHAPITRE 013							
70							
EJ		70671	422	4631	Redevances & droits services périool Familles	Ajustement crédits Accueil de loisirs petites vacances 3-12ans	-2 000,00
EJ		70672	422	4631	Redevances & droits services périool CAF/MS	lié au COVID19	-1 800,00
EJ		70671	421	4632	Redevances & droits services périool Familles	Ajustement crédits Centres d'Eté 3-12 ans 3-12ans	-5 000,00
EJ		70672	421	4632	Redevances & droits services périool CAF/MS	lié au COVID19	-2 600,00
EJ		70671	64	4637	Redevances & droits services périool Familles	Ajustement crédits Accueil périscolaires Mercredi 3-12ans	-7 000,00
EJ		70672	64	4637	Redevances & droits services périool CAF/MS	lié au COVID19	-500,00
EJ		70671	64	4630	Redevances & droits services périool Familles	Ajustement crédits Accueil périscolaires 2-12ans	-17 000,00
EJ		70672	64	4630	Redevances & droits services périool CAF/MS	lié au COVID19	-7 500,00
EJ		70672	251	1831	Redevances & droits services périool CAF/MS	Ajustement crédits Animation Temps Médien 2-12ans lié au COVID19	-8 000,00
EJ		74718	251	1831	Participation Etat (Politique de la ville)	Ajustement crédits PRE et contrat de ville (BP= 13 000€)	1 675,00
EJ		70671	421	4501	Redevances & droits services périool Familles	Ajustement crédits Loisirs Eté Jeunes	-1 100,00
EJ		70672	421	4501	Redevances & droits services périool CAF/MS	lié au COVID19	-1 000,00
EJ		70671	421	4502	Redevances & droits services périool Familles	Ajustement crédits Loisirs Animations Jeunes	-600,00
EJ		70672	421	4502	Redevances & droits services périool CAF/MS	lié au COVID19	-500,00
EJ		74718	421	4502	Participation Etat (Politique de la ville)	Ajustement crédits PRE (BP= 900€)	50,00
EJ		70671	422	4503	Redevances & droits services périool Familles	Ajustement crédits Locaux Prévention lié COVID 19	-100,00
EJ		74718	422	4503	Participation Etat (Politique de la ville)	Ajustement crédits PRE (BP= 950€)	50,00
EJ		70671	421	4508	Redevances & droits services périool Familles	Ajustement crédits Séjours	-2 500,00
EJ		70672	421	4508	Redevances & droits services périool CAF/MS	lié au COVID19	-500,00
EJ		74718	422	2515	Participation Etat (Politique de la ville)	Ajustement crédits Action sportive écoles lié COVID 19	-500,00
EJ		70674	251	1830	Redevances & droits sces périscolaires et ent	Ajustement crédits Restaurants collectifs lié au COVID19	-100 000,00
CEVH		70621	211	2200	Red. & droits serv. à caractère culturel	Ecole de Musique : Billetterie ds spectacles	-700,00
CEVH		70622	211	2200	Red. & droits serv. à caractère culturel	Ecole de Musique : Colisations activités	-900,00
CEVH		70621	33	2201	Red. & droits serv. à caractère culturel	Ecole de Danse : Billetterie de spectacles	-900,00
CEVH		70622	33	2201	Red. & droits serv. à caractère culturel	Ecole de Danse : Colisations activités	-800,00
CEVH		70621	312	2204	Red. & droits serv. à caractère culturel	Ecole Arts plastiques & BD : Colisations activités	-700,00
CEVH		70622	312	2204	Red. & droits serv. à caractère culturel	Ateliers théâtre : Billetterie de spectacles	-500,00
CEVH		70621	313	2206	Red. & droits serv. à caractère culturel	Ateliers théâtre : Colisations activités	-1 000,00
CEVH		70622	313	2206	Red. & droits serv. à caractère culturel	Animation scolaire culturelle : Billetterie de spectacles	-500,00
CEVH		70621	33	2210	Red. & droits serv. à caractère culturel	Diffusion spectacles : Colisations activités	-500,00
CEVH		70622	33	2210	Red. & droits serv. à caractère culturel	Recettes ajustées à cause de la COVID19 cafétéria et buvette	-3 000,00
CEVH		70621	312	2211	Red. & droits serv. à caractère culturel	Diffusion spectacles : Billetterie de spectacles	-1 500,00
CEVH		7078	33	2410	Autres marchandises	Recettes ajustées à cause de la COVID19 cafétéria et buvette spectacles	-1 500,00

10

30/09/2020

Chapitre	Gestionnaire	Nature	Fonction	Service	Libellé	Commentaires	Montant
013							
TOTAL CHAPITRE 70							
73	URBA	7381	820	8000	Frais de publicité foncière	Avance des frais par les acquéreurs en cas de cessions de terrains par la ville (BP= 500€)Ajustement	1 000,00
TOTAL CHAPITRE 73							
74							
TOTAL CHAPITRE 74							
75							
TOTAL CHAPITRE 75							
77							
TOTAL CHAPITRE 77							
78							
TOTAL CHAPITRE 78							
002							
TOTAL CHAPITRE 002							
TOTAL							

BUDGET PRIMITIF - mouvement réel (hors 002)	PROPOSITION DECISION MODIFICATIVE	VARIATION
13 515 597,95	-166 225,00	-1,2%

11

30/09/2020

VIREMENTS INTERNES

Chapitre	Gestionnaire	Nature	Fonction	Opération	Service	Libellé	Dépenses	Recettes	Commentaires
011									
012									
20									
21	INFO	2183	020		5905	Matériel informatique	-6 300,00		Transferts crédits vers : Projet téléphonie
	INFO	2183	020		5911	Matériel informatique	2 300,00		
	INFO	2183	212		1001	Matériel informatique	2 300,00		Acquisition vidéo projecteurs dans les écoles
23	INFO	2313	211		1000	Matériel informatique	1 700,00		Installation vidéoprojecteurs dans les écoles
77									
SOUS TOTAL							0,00	-	

A2

30/09/2020

MOUVEMENTS D'ORDRE

DMS 2020

SECTION D'INVESTISSEMENT					SECTION DE FONCTIONNEMENT					Commentaires
Gestionnaire	Imputation budgétaire	Libellé	Dépenses	Recettes	Gestionnaire	Imputation budgétaire	Libellé	Dépenses	Recettes	
FIN	820/2112/6000	Terrains de voirie	20 415,00							Ecritures d'ordre acquisition à l'euro symbolique
FIN	820/13241/6000	Subv. équipement transférables		20 415,00						
CEVH	33/23138/2410	Travaux en régie	1 900,00		CEVH	33/722/2410	Travaux en régie		1 900,00	Installations étapes c. culture/ Installation jardinières salle du Crimoleat Transfert crédits en entreprises rénov bureau de direction école L. Guillaou pour travaux en régie et non par entreprise
SEVS	823/23158/6521	Travaux en régie	4 400,00		SEVS	823/722/6521	Travaux en régie		4 400,00	
IBAT	212/23138/1001	Travaux en régie	2 000,00		FBAT	212/722/1001	Travaux en régie		2 000,00	
FIN	820/2315/6000/02	Avance forfaitaire	5 339,00							Remboursement avances forfaitaires rénov urbaine
FIN	820/238/6000/02	Avance forfaitaire		5 339,00						
TOTAL			34 054,00	25 754,00	TOTAL			0,00	8 300,00	

A3

30/09/2020

SYNTHESE

Section d'investissement

		DEPENSES	RECETTES
Sous-total	Mouvements réels	-831 690,00	275 095,00
	Mouvements d'ordre Virements internes Reports	34 054,00	25 754,00
Sous-total	Global	-797 636,00	300 849,00
Autofinancement complémentaire chapitre 021			-1 098 485,00
Dépenses imprévues chapitre 020			
TOTAL		-797 636,00	-797 636,00

Section de fonctionnement

		DEPENSES	RECETTES
Sous-total	Mouvements réels	1 200,00	-166 225,00
	Mouvements ordre Mouvements internes	0,00	8 300,00
Sous-total	Global	1 200,00	-157 925,00
Autofinancement complémentaire chapitre 023		-1 098 485,00	
Dépenses imprévues article 6748 chapitre 022			
TOTAL		-1 097 285,00	-157 925,00

Budget voté en suréquilibre :

939 360,00

14

30/09/2020

**TABLEAU DE BORD : AUTORISATION DE PROGRAMME (A.P.)
CREDIT DE PAIEMENT (C.P.)**

AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT											
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
N°2012/03	Cité Iroise : Rénovation Urbaine	149												
	DM2 2012	création	265 000,00	265 000,00										
	DM3 2012	révision		265 000,00										
	DM3 2012	révision		265 000,00										
	BP 2013	révision		852 189,07										
	DM2 2013	révision		-63 000,00										
	DM2 2013	révision		789 189,07										
	DM4 2013	révision		789 189,07										
	BP 2014	révision		538 189,07										
	BS 2014	révision		166 230,83	300 000,00									
	DM3 2014	révision		166 230,83	-270 000,00									466 230,83
	DM3 2014	révision		166 230,83	30 000,00									
	BP2015	révision	1 316 230,83	166 230,83	30 000,00	310 000,00	390 000,00	100 000,00	100 000,00	110 000,00	110 000,00			196 230,83
	CA2014	révision		166 230,83	21 411,44	310 000,00	390 000,00	100 000,00	100 000,00	110 000,00	118 588,56			1 316 230,83
	DM2 2015	révision		166 230,83	21 411,44	-295 000,00								
	DM2 2015	révision		166 230,83	21 411,44	15 000,00	390 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	40 000,00			1 357 642,27
	BP 2016	révision	1 357 642,27	166 230,83	21 411,44	15 000,00	390 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	40 000,00			1 357 642,27
	CA2015	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	390 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	42 038,98			1 357 642,27
	BS 2016	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	390 000,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	42 038,98			1 357 642,27
	DM2 2016	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	380 200,00	235 000,00	250 000,00	240 000,00	42 038,98			1 366 642,27
	DM2 2016	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	38 800,00	385 000,00	250 000,00	240 000,00	272 238,98			1 388 642,27
	BP 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	38 800,00	385 000,00	250 000,00	240 000,00	40 000,00			1 154 403,29
	CA 2016	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	385 000,00	250 000,00	240 000,00	70 668,16			1 154 403,29
	BS 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	385 000,00	250 000,00	240 000,00	70 668,16			1 154 403,29
	DM2 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	415 000,00	250 000,00	240 000,00	70 668,16			1 184 403,29
	DM2 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	420 000,00	250 000,00	240 000,00	65 668,16			1 184 403,29
	BP2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	420 000,00	80 000,00	240 000,00	43 647,47			1 184 403,29
	CA 2017	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	80 000,00	240 000,00	43 647,47			988 735,13
	BS 2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	80 000,00	240 000,00	43 647,47			988 735,13
	DM2 2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	454 000,00					1 079 087,66
	DM2 2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	-50 000,00					1 079 087,66
	BP2019	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	404 000,00	50 000,00				1 079 087,66
	CA 2018	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	403 358,70	50 000,00	641,30			1 079 087,66
	BP 2020	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	403 358,70	50 000,00				1 079 087,66
	CA 2019	révision		166 230,83	21 411,44	12 961,02	8 131,84	416 352,53	403 358,70					1 074 446,36
	Cité Iroise : Rénovation Urbaine - phase 2	1491												1 028 446,36
	BS 2014	Création	12 550,00	12 550,00										12 550,00
	BP2015	révision	2 587 550,00	12 550,00	175 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00			2 587 550,00
	CA2014	révision		5 036,04	175 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	487 513,96			2 587 550,00
	BS 2015	révision		5 036,04	175 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	487 513,96			2 587 550,00
	BS 2015	révision		5 036,04	121 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	480 000,00	71 486,04			2 533 550,00
	DM2 2015	révision		5 036,04	-14 000,00	-301 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	80 000,00	559 000,00			2 533 550,00
	DM2 2015	révision		5 036,04	107 000,00	179 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00				2 530 036,04

APCP BP2020dm3 OCT.xls30/09/2020

AUTORISATIONS DE PROGRAMME			CREDITS DE PAIEMENT											
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
	BP 2016	révision			5 036,04	107 000,00	179 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	559 000,00			2 530 036,04
	DM1	révision					-10 000,00							
	DM1	révision			5 036,04	107 000,00	169 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	559 000,00			2 520 036,04
	CA2015	révision			5 036,04	63 396,58	169 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	602 603,42			2 520 036,04
	BS 2016	révision					35 000,00							
	BP 2017	révision			5 036,04	63 396,58	204 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	602 603,42			2 555 036,04
	BS 2016	révision			5 036,04	63 396,58	204 000,00	560 000,00	560 000,00	560 000,00	1 200 000,00			2 760 432,62
	BP 2017	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	168 000,00	560 000,00	560 000,00	1 262 541,82			2 760 432,62
	CA 2016	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	168 000,00	560 000,00	560 000,00	1 262 541,82			2 760 432,62
	BS 2017	révision					-47 000,00							
	BS 2017	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	121 000,00	560 000,00	560 000,00	1 262 541,82			2 713 432,62
	DM2 2017	révision					-100 700,00							
	DM2 2017	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	20 300,00	560 000,00	560 000,00	1 363 241,82			2 713 432,62
	BP 2018	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	20 300,00	365 000,00	925 500,00	2 000 000,00			3 520 690,00
	CA 2017	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	365 000,00	925 500,00	2 000 638,25			3 520 690,00
	BS 2018	révision												
	BS 2018	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	65 000,00	1 225 500,00	2 000 638,25			3 520 690,00
	BP2019	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	65 000,00	1 436 820,00	1 000 000,00			2 731 372,55
	CA 2018	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	1 436 820,00	1 010 236,26			2 731 372,55
	BS 2019	révision								-1 096 620,00				
	BS 2019	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	340 000,00	2 107 056,26			2 731 372,55
	BP 2020	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	340 000,00	1 180 000,00	1 000 000,00	1 400 000,00	4 204 316,29
	CA2019	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	19 661,75	54 763,74	76 382,93	1 180 000,00	1 000 000,00	1 663 617,07	4 204 316,29
	DM3 2020	révision									-1 180 000,00	-1 000 000,00	-1 663 617,07	
	DM3 2020*	révision			5 036,04	63 396,58	141 458,18	3 888,63			0,00	0,00	0,00	213 760,43
	(*) transfert en TTC en 2020 des écritures concernées de 2017 à 2020 sur AP N° 2020/01 opération 1452													
	1 242 206,79													
N°2014/01	Modernisation des écoles	085												
	BP 2014	création	129 000,00	129 000,00										129 000,00
	BS 2014	révision		35 200,00										35 200,00
	BS 2014	révision		164 200,00										164 200,00
	BP2015	révision	1 038 200,00	164 200,00	254 000,00	230 000,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00	90 000,00				1 038 200,00
	CA2014	révision		146 262,76	254 000,00	230 000,00	100 000,00	110 000,00	90 000,00					

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
N°2015/01	BP 2020	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	111 000,00	243 000,00			1 344 653,65
	DM1 2020	révision									28 500,00			
	DM1 2020	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	111 000,00	271 500,00			1 373 153,65
	CA2019	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	75 691,42	271 500,00			1 373 153,65
	BS 2020	révision									4 000,00	35 308,58		
	BS 2020	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	75 691,42	275 500,00			1 373 153,65
	DM3	révision										31 308,58		
	DM3	révision			146 262,76	238 613,44	242 278,58	48 161,07	315 337,80	75 691,42	183 500,00			1 373 153,65
	DM3	révision										-82 000,00		
	DM3	révision										123 308,58		
N°2015/02	Réhabilitation salle des Villes Moisan													
	BP2015	création	160 000,00		25 000,00	70 000,00	65 000,00							160 000,00
	DM2 2015	révision			-15 000,00									
	DM2 2015	révision			10 000,00	70 000,00	65 000,00							145 000,00
	BP 2016	révision			10 000,00	70 000,00	65 000,00							145 000,00
	CA2015	révision			9 757,99	70 000,00	65 242,01							145 000,00
	BP 2017	révision			9 757,99	70 000,00	74 000,00							163 757,99
	CA 2016	révision			9 757,99	61 727,24	74 000,00		8 272,76					163 757,99
	DM2 2017	révision					-20 000,00							
	DM2 2017	révision			9 757,99	61 727,24	54 000,00							125 485,23
CA2017	révision			9 757,99	61 727,24	28 094,59							99 579,82	
DM2018	Closure													
N°2015/02	Réhabilitation équipements sportifs													
	BP2015	création	677 000,00		127 000,00	225 000,00	225 000,00	10 000,00		90 000,00				677 000,00
	BS 2015	révision			-17 000,00									
	BS 2015	révision			110 000,00	225 000,00	225 000,00	10 000,00		90 000,00				660 000,00
	DM2 2015	révision			-5 000,00									
	DM2 2015	révision			105 000,00	195 000,00	225 000,00	95 000,00		90 000,00				710 000,00
	BP 2016	révision			105 000,00	195 000,00	225 000,00	95 000,00		90 000,00				710 000,00
	CA2015	révision			91 083,40	195 000,00	225 000,00	95 000,00		103 916,60				710 000,00
	BS 2016	révision				28 000,00								
	BS 2016	révision			91 083,40	224 000,00	225 000,00	95 000,00		103 916,60				739 000,00
	DM2 2016	révision				-13 000,00								
	DM2 2016	révision			91 083,40	211 000,00	225 000,00	95 000,00		103 916,60				726 000,00
	BP 2017	révision			91 083,40	211 000,00	338 000,00	95 000,00		90 000,00				823 083,40
	DM12017	révision					29 000,00							
	DM1 2017	révision			91 083,40	211 000,00	365 000,00	95 000,00		90 000,00				852 083,40
	CA 2016	révision			91 083,40	171 647,00	365 000,00	95 000,00		90 000,00		39 353,00		852 083,40
	BS 2017	révision					1 095,00							
	BS 2017	révision			91 083,40	171 647,00	366 095,00	95 000,00		90 000,00		38 258,00		852 083,40
	DM2 2017	révision					-69 000,00							
	DM2 2017	révision			91 083,40	171 647,00	297 095,00	95 000,00		90 000,00		107 258,00		852 083,40
	DM3 2017	révision					1 095,00							
	DM3 2017	révision			91 083,40	171 647,00	298 190,00	95 000,00		90 000,00		107 258,00		853 178,40
	BP 2018	révision			91 083,40	171 647,00	298 190,00	192 000,00		10 000,00		90 000,00		852 920,40
	CA2017	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	192 000,00		10 000,00		112 282,26		852 920,40
	BS 2018	révision						367 700,00						
	BS 2018	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	559 700,00		10 000,00		112 282,26		1 220 620,40
	DM2 2018	révision						-83 000,00						
	DM2 2018	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	476 700,00		10 000,00		195 282,26		1 220 620,40
	BP 2019	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	476 700,00		328 000,00		90 000,00		1 433 338,14
	CA 2018	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75		328 000,00		104 465,25		1 433 338,14

APCP BP2020dm3 OCT.xls30/09/2020

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2020	2021	2022	TOTAL	
N°2015/03	DM3 2019	révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75				1 433 338,14	
	DM3 2019	révision				91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75				1 583 472,89	
	BP 2020	révision												
	DM1 2020	révision												
	DM1 2020	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	288 000,00	340 500,00			1 629 372,89	
	CA2019	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	162 479,48	340 500,00	79 620,52		1 583 472,89	
	DM3 2020	révision												
	DM3 2020	révision			91 083,40	171 647,00	275 907,74	462 234,75	162 479,48	147 700,00		272 420,52		1 583 472,89
	DM3 2020	révision												
	DM3 2020	révision												
N°2015/03	Programmes voirie													
	BP2015	création	1 340 000,00		190 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00			1 340 000,00	
	BS 2015	révision			-46 000,00									
	BS 2015	révision			144 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00	230 000,00			1 294 000,00	
	DM2 2015	révision			-17 000,00									
	DM2 2015	révision			127 000,00	305 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	246 000,00			1 383 000,00	
	BP 2016	révision			127 000,00	245 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	222 000,00			1 299 000,00	
	CA2015	révision			121 752,60	245 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40			1 299 000,00	
	BS 2016	révision				36 000,00								
	BS 2016	révision			121 752,60	281 000,00	235 000,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40			1 335 000,00	
	DM2 2016	révision				-120 600,00								
	DM2 2016	révision			121 752,60	160 400,00	355 600,00	235 000,00	235 000,00	227 247,40			1 335 000,00	
	BP 2017	révision			121 752,60	160 400,00	258 000,00	235 000,00	235 000,00	216 866,00			1 227 018,60	
	CA 2016	révision			121 752,60	132 860,59	258 000,00	235 000,00	235 000,00	244 405,41			1 227 018,60	
	BS 2017	révision					18 915,29							
	BS 2017	révision			121 752,60	132 860,59	274 915,29	235 000,00	235 000,00	244 327,41			1 243 855,89	
	DM2 2017	révision			121 752,60	132 860,59	-178 000,00							
	DM2 2017	révision			121 752,60	132 860,59	98 915,29	411 000,00	235 000,00	244 327,41			1 243 855,89	
	DM3 2017	révision					78,00							
	DM3 2017	révision			121 752,60	132 860,59	98 993,29	411 000,00	235 000,00	244 327,41			1 243 933,89	
	DM5 2017	révision					7 000,00							
	DM5 2017	révision			121 752,60	132 860,59	105 993,29	411 000,00	235 000,00	237 327,41			1 243 933,89	
	BP 2018	révision			121 752,60	132 860,59	105 993,29	392 000,00	235 000,00	216 866,00			1 204 472,46	
	CA2017	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	392 000,00	235 000,00	217 537,27			1 204 472,46	
	BS 2018	révision						30 663,00						
	BS 2018	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	422 663,00	235 000,00	217 537,27			1 235 135,48	
	DM2 2018	révision						-2 318,00						
	DM2 2018	révision			121 752,60	132 860,59	105 322,02	420 345,00	235 000,00	219 85				

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
	CA 2016	révision					71 994,48	60 000,00	5,52					132 000,00
	DM2 2017	Révision						12 000,00						
	BP 2018	Révision					71 994,48	72 000,00						143 994,48
	CA2017	Révision					71 994,48	72 000,00	60 000,00					203 994,48
	BS 2018	révision					71 994,48	71 858,80	60 000,00	141,20				203 994,48
	BS 2018	révision					71 994,48	71 858,80	77 000,00	141,20				220 994,48
	BP 2019	révision					71 994,48	71 858,80	77 000,00	66 000,00				286 853,28
	CA 2018	révision					71 994,48	71 858,80	76 316,72	66 000,00	683,28			286 853,28
	BS 2019	révision					71 994,48	71 858,80	76 316,72	80 000,00				300 853,28
	BS 2019	révision					71 994,48	71 858,80	76 316,72	80 000,00				300 170,00
	BP 2020	révision					71 994,48	71 858,80	76 316,72	80 000,00	683,28			300 170,00
	Total MBC 2016-2020						71 994,48	71 858,80	76 316,72	80 000,00	683,28			300 853,28
	CA2019 MBC2016-2020	révision					71 994,48	71 858,80	76 316,72	80 000,00				300 170,00
	MBC 2020-2023						71 994,48	71 858,80	76 316,72	77 542,94				297 712,94
	BP 2020										100 000,00			100 000,00
														1 764 900,66
N°2015/04	Mise en sécurité voies	090												
	Accessibilité													
	Chemins doux													
	BP2015	création	300 000,00											300 000,00
	BS 2015	révision					50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00			300 000,00
	BS 2015	révision					-5 000,00							
	BP 2016	révision					45 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00			295 000,00
	CA2015	révision					39 486,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00			120 000,00
	BP 2017	révision					39 486,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00	5 514,00			120 000,00
	CA 2016	révision					39 486,00	14 281,50	30 000,00	15 000,00	6 232,50			120 000,00
	BP 2018	Révision					39 486,00	14 281,50	30 000,00	15 000,00	5 514,00			119 281,50
	CA2017	Révision					39 486,00	14 281,50	22 077,00	15 000,00	13 437,00			119 281,50
	BP 2019	révision					39 486,00	14 281,50	22 077,00	15 000,00	5 514,00			111 358,50
	CA 2018	révision					39 486,00	14 281,50	22 077,00	15 000,00	5 514,00			111 358,50
	BS 2019	révision					39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	14 049,00			111 358,50
	BS 2019	révision					39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	5 549,00			111 358,50
	DM3 2019	Révision					39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	14 049,00			111 358,50
	DM3 2019	Révision					39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	15 000,00			112 309,50
	BP 2020	révision					39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	15 000,00			112 309,50
	CA2019	révision					39 486,00	14 281,50	22 077,00	6 465,00	9 496,80	5 503,20		112 309,50
N°2015/05	Acquisitions foncières	093												
	BP2015	création	600 000,00											600 000,00
	BS 2015	révision					265 200,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	74 800,00			600 000,00
	BS 2015	révision					-33 200,00							
	DM2 2015	révision					232 000,00	65 000,00	65 000,00	65 000,00	74 800,00			568 800,00
	DM2 2015	révision					14 500,00							
	BP 2016	révision					246 500,00	170 000,00	45 000,00	45 000,00	48 500,00			600 000,00
	CA2015	révision					246 500,00	170 000,00	45 000,00	45 000,00	48 500,00			600 000,00
	BS 2016	révision					205 650,27	12 000,00	45 000,00	45 000,00	89 349,73			600 000,00
	BS 2016	révision					205 650,27	182 000,00	45 000,00	45 000,00	89 349,73			612 000,00
	DM2 2016	révision					20 000,00							
	DM2 2016	révision					205 650,27	202 000,00	45 000,00	45 000,00	69 349,73			612 000,00
	BP 2017	révision					205 650,27	202 000,00	400 000,00	200 000,00	130 000,00			1 337 650,27
	CA 2016	révision					205 650,27	200 853,17	400 000,00	200 000,00	131 146,83			1 337 650,27

APCP BP2020dm3 OCT.xls30/09/2020

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
	BS 2017	révision				205 650,27	200 853,17	700 000,00	200 000,00	200 000,00	131 146,83			1 637 650,27
	DM2 2017	Révision						-320 000,00						
	DM2 2017	Révision				205 650,27	200 853,17	380 000,00	400 000,00	300 000,00	151 146,83			1 637 650,27
	DM4 2017	Révision						185 000,00						
	DM4 2017	Révision				205 650,27	200 853,17	565 000,00	400 000,00	300 000,00	151 146,83			1 822 650,27
	BP 2018	révision					205 650,27	565 000,00	674 300,00	200 000,00	139 197,00			1 985 000,44
	CA2017	révision					205 650,27	542 974,60	674 300,00	200 000,00	161 222,40			1 985 000,44
	BS 2018	révision					205 650,27	542 974,60	89 120,00					
	BS 2018	révision					205 650,27	542 974,60	783 420,00	200 000,00	161 222,40			2 074 120,44
	BP 2019	révision					205 650,27	542 974,60	783 420,00	38 900,00	248 202,00			2 200 000,04
	CA 2018	révision					205 650,27	542 974,60	729 441,85	38 900,00	282 180,15			2 000 000,04
	BS 2019	révision					205 650,27	542 974,60	729 441,85	-2 200,00				
	BS 2019	révision					205 650,27	542 974,60	729 441,85	36 700,00	284 380,15			2 000 000,04
	BP 2020	révision					205 650,27	542 974,60	729 441,85	36 700,00	376 500,00			2 092 119,89
	CA2019	révision					205 650,27	542 974,60	729 441,85	3 170,00	376 500,00	33 530,00		2 092 119,89
	BS 2020	révision					205 650,27	542 974,60	729 441,85	3 170,00	75 500,00	-33 530,00		2 134 089,89
	BS 2020	révision					205 650,27	542 974,60	729 441,85	3 170,00	452 000,00			2 134 089,89
N°2016/01	Accessibilité AD/AP	096												
	BP 2016	Création	200 000,00											200 000,00
	DM2 2016	révision					40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00			200 000,00
	BP 2017	révision					3 000,00							
	BP 2017	révision					43 000,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00	37 000,00			200 000,00
	CA 2016	révision					31 692,00	15 000,00	40 000,00	40 000,00	51 308,00			178 000,00
	BS 2017	révision					3 512,00							178 000,00
	BS 2017	révision					31 692,00	18 512,00	40 000,00	40 000,00	47 796,00			178 000,00
	DM2 2017	Révision						-10 000,00						
	DM2 2017	Révision					31 692,00	8 512,00	40 000,00	40 000,00	47 796,00			168 000,00
	DM3 2017	révision					31 692,00	3 512,00						
	DM3 2017	révision					31 692,00	12 024,00	40 000,00	40 000,00	47 796,00			171 512,00
	BP 2018	Révision					31 692,00	12 024,00	10 000,00	40 000,00	47 796,00			133 716,00
	CA2017	Révision					31 692,00	4 777,54	10 000,00	40 000,00	47 246,46			133 716,00
	DM2 2018	Révision						4 000,00						
	DM2 2018	Révision					31 692,00	4 777,54	14 000,00	40 000,00	43 246,46			133 716,00
	BP 2019	révision					31 692,00	4 777,54	14 000,00	10 000,00	40 000,00			100 469,54
	CA 2018	révision					31 692,00	4 777,54	14 000,00	10 000,00				

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
	BS 2019	révision								90 000,00				
	BS 2019	révision						37 036,85	349 314,12	735 500,00	72 685,88			1 194 536,85
	DM4 2019	révision								40 000,00				
	DM4 2019	révision						37 036,85	349 314,12	775 500,00				1 161 850,97
	BP 2020	révision						37 036,85	349 314,12	775 500,00				1 161 850,97
	DM1 2020	révision									105 000,00			
	DM1 2020	Révision						37 036,85	349 314,12	775 500,00				1 266 850,97
	CA2019	Révision						37 036,85	349 314,12	645 341,39	105 000,00	130 158,61		1 266 850,97
N°2017/02	Auditorium	098												
	BP 2017	Création	100 000,00					100 000,00	1 500 000,00	400 000,00				2 000 000,00
	DM2 2017	Révision						-65 000,00						
	DM2 2017	Révision						35 000,00	100 000,00	865 000,00	1 000 000,00			2 000 000,00
	BP 2018	Révision						35 000,00	100 000,00	1 200 000,00	1 165 000,00			2 500 000,00
	CA2017	Révision						30 697,05	100 000,00	1 200 000,00	1 169 302,95			2 500 000,00
	DM2 2018	Révision							70 000,00					
	DM2 2018	Révision						30 697,05	170 000,00	1 200 000,00	1 099 302,95			2 500 000,00
	BP 2019	révision						30 697,05	170 000,00	1 000 000,00	1 365 000,00			2 565 697,05
	CA 2018	révision						30 697,05	66 430,25	1 000 000,00	1 468 569,75			2 565 697,05
	DM3 2019	révision						30 697,05	66 430,25	-550 000,00				
	BP 2020	révision						30 697,05	66 430,25	450 000,00	2 252 872,70			2 800 000,00
	CA2019	révision						30 697,05	66 430,25	450 000,00	1 865 430,00	402 873,00		2 815 430,30
	BS 2020	révision										671 147,22		2 815 430,30
	BS 2020	révision						30 697,05	66 430,25	181 725,78	1 865 430,00	100 000,00		2 915 430,30
	BS 2020	révision										771 147,22		2 915 430,30
N°2017/03	Aménagement RD45	099												
	DM1 2017	Création	1 800 000,00					100 000,00	950 000,00	750 000,00				1 800 000,00
	DM2 2017	Révision						-55 000,00						
	DM2 2017	Révision						45 000,00	950 000,00	805 000,00				1 800 000,00
	BP 2018	Révision						45 000,00	950 000,00	805 000,00				1 800 000,00
	CA2017	Révision						18 735,89	950 000,00	805 000,00				1 800 000,00
	BS 2018	révision							-660 000,00					
	BS 2018	révision						18 735,89	290 000,00	805 000,00	686 264,11			1 800 000,00
	DM2 2018	Révision							-128 000,00					
	DM2 2018	Révision						18 735,89	162 000,00	805 000,00	814 264,11			1 800 000,00
	BP 2019	révision						18 735,89	162 000,00	1 422 000,00	597 264,11			2 200 000,00
	DMAPO1 2019	révision						18 735,89	162 000,00	1 422 000,00	897 264,11			2 600 000,00
	CA 2018	révision						18 735,89	40 278,66	1 422 000,00	1 018 985,45			2 500 000,00
	BP 2020	révision						18 735,89	40 278,66	1 422 000,00	640 000,00	318 985,00		2 439 999,55
	DM2 2020	révision									636 000,00			
	DM2 2020	révision						18 735,89	40 278,66	1 422 000,00	1 276 000,00			2 757 014,55
	CA2019	révision						18 735,89	40 278,66	1 227 109,55	1 276 000,00	294 890,45		2 857 014,55
	BS 2020	révision									515 000,00	-294 890,45		
	BS 2020	révision						18 735,89	40 278,66	1 227 109,55	1 791 000,00			3 077 124,10
	DM3 2020	révision									-619 000,00			
	DM3 2020	révision						18 735,89	40 278,66	1 227 109,55	1 172 000,00	515 000,00		2 973 124,10

APCP BP2020dm3 OCT.xls30/09/2020

AUTORISATIONS DE PROGRAMME				CREDITS DE PAIEMENT										
N° AP	INTITULE	N° OPERAT	MONTANT	2009 à 2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
N°2020/01	Création	1492	4 745 927,00								1 669 810,00	1 200 000,00	1 876 317,00	4 746 127,00

AP 2009/03 : sans le compte 4581 qui est affiché dans le PPI
AP 2011/01 : à 2012 : Réhab. Terrains et salles de sports (de 2009 à 2011 : réhab. Salle des sports)
AP 2012/03 : avant 2012 op 049 (hors AP)
AP2015/03 : à 2016 programme de voirie + MBC voirie

APCP BP2020dm3 OCT.xls30/09/2020